



# Indice de pauvreté multidimensionnelle et programmes de protection sociale

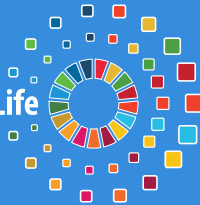


Shared Prosperity **Dignified Life**





Shared Prosperity **Dignified Life**



## VISION

La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), catalyseur innovant pour une région arabe stable, juste et prospère.

## MISSION

Engagée en faveur du Programme 2030, l'équipe passionnée de la CESAO produit un savoir innovant, favorise le consensus régional et fournit des conseils transformationnels en matière de politique. Ensemble, nous œuvrons en faveur d'un avenir durable pour tous.



**Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale**

# Indice de pauvreté multidimensionnelle et programmes de protection sociale



Organisation des  
Nations Unies  
Beyrouth

© 2022 Nations Unies  
Tous droits réservés dans le monde entier

La photocopie et la reproduction d'extraits sont autorisées moyennant indication précise de la source.

Toutes les demandes concernant les droits et autorisations, y compris les droits dérivés, doivent être adressées à la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), courriel : [publications-escwa@un.org](mailto:publications-escwa@un.org).

Les constatations, interprétations et conclusions formulées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Organisation des Nations Unies, de ses fonctionnaires ou de ses États Membres.

Auteurs : Abdelkhalek Touhami et Dorothee Boccanfuso.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les liens qui figurent dans la présente publication sont fournis pour en rendre la lecture plus aisée et ont été confirmés à la date de parution. L'Organisation des Nations Unies n'est pas responsable de la précision de cette information à l'avenir ni du contenu de tout site Web extérieur.

Les références ont, dans la mesure du possible, été vérifiées.

La mention d'un nom commercial d'entreprise ou d'un produit n'implique aucune approbation de la part de l'Organisation des Nations Unies.

Par dollar, on entend toujours le dollar des États-Unis (\$), sauf indication contraire.

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Publication des Nations Unies, CESAO, United Nations House, Riad El Solh Square,  
P.O. Box: 11-8575, Beyrouth (Liban).

Site web: [www.unescwa.org](http://www.unescwa.org).

22-00190

# Messages clés

- *Une évidence faite quant au lien entre réforme des systèmes de protection sociale et la pauvreté multidimensionnelle.*

---
- *Une réflexion méthodologique pour aborder ce lien est nécessaire. Ce rapport apporte une contribution dans ce sens.*

---
- *La mise en pratique de l'approche de ce croisement est faite sur les données marocaines à titre d'illustration.*

---
- *La méthode de ciblage aléatoire des bénéficiaires utilisée est simple et peut être facilement adoptée pour évaluer l'impact des réformes de protection sociale.*

---



# Table des matières

---

Messages clés	iii
Introduction	1
<b>1. Rappel des dimensions et des indicateurs de l'IPM</b>	<b>3</b>
<b>2. Programmes de protection sociale</b>	<b>5</b>
A. Définition	5
B. Types de mesures de protection sociale	6
C. Croisement entre programmes de protection sociale et dimensions de l'IPM	8
D. Benchmarking	11
<b>3. Illustration : Cas du Maroc</b>	<b>19</b>
A. La protection sociale au Maroc	19
B. Simulations avec STATA	22
<b>4. Conclusion et recommandations pour les pays arabes</b>	<b>27</b>
Annexe	29
Bibliographie	39
<b>Liste des tableaux</b>	
Tableau 1. Croisement des types de mesure de protection sociale et des dimensions de l'IPM	10
Tableau 2. Pauvreté multidimensionnelle au Maroc – Niveau national	23
Tableau 3. Ratio des effectifs non censurés et censurés dans le temps	24
Tableau 4. Pauvreté multidimensionnelle au Maroc – Situation en 2018 et résultats de simulations	26
<b>Liste des figures</b>	
Figure 1. Couverture de protection sociale selon l'indicateur des ODD 1.3.1 dans le monde et par région	11
Figure 2. Couverture de protection sociale selon l'indicateur des ODD 1.3.1 en Amérique	12
Figure 3. Existence de programmes de protection sociale par pays - Amérique	13
Figure 4. Types de programmes de protection sociale non contributifs dans la région MENA	15
Figure 5. Cartographie des caractéristiques des programmes adaptées aux enfants	16
Figure 6. Incidence des prestations d'assistance sociale dans le quintile le plus pauvre	17
Figure 7. Dépenses par secteur de la protection sociale, en % du budget de l'Etat au Maroc	19





# Introduction<sup>1</sup>

---

## **Indice de pauvreté multidimensionnelle et programmes de protection sociale : pour une meilleure connexion**

Depuis l'avènement des Objectifs de développement durable (ODD), de nombreux pays notamment ceux en développement ont été amenés à réformer leur système de protection sociale afin de mieux lutter contre la pauvreté sous ses différentes facettes. Pour analyser l'impact *ex ante* de ces réformes, plusieurs approches peuvent être proposées. Les outils de mesure de l'impact sur la pauvreté monétaire sont plutôt classiques et se fondent sur les variations des revenus et des dépenses des ménages. Les mesures de pauvreté utilisées sont principalement celles de type FGT développées dans Foster et al. (1984).<sup>2</sup>

Toutefois, les programmes de protection sociale se penchent, par définition, surtout sur des dimensions non monétaires, ciblant ainsi le bien-être de la population en lui donnant accès aux services de base tels que la santé et l'éducation qui peuvent avoir des effets à court et à long termes. De ce fait, les mesures de l'impact des réformes sur les dimensions non monétaires de la pauvreté, devraient être, elles aussi, non monétaires. Ces différentes dimensions sont prises en considération dans l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM)

et ses composantes développées initialement par l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI). Cependant, le lien entre les réformes de protection sociale et les mesures de pauvreté multidimensionnelle, de nature plus complexe, n'a pas été traité dans la littérature. Malgré le grand intérêt des décideurs, des bailleurs et des chercheurs, il y a peu de preuves concernant l'incidence de ces programmes sur la pauvreté multidimensionnelle (Seth et al., 2019).

Dans ce rapport, nous faisons état des résultats de la mise en application d'une approche originale, de type *ex ante* et microsimulé, de mesure d'une telle incidence. Nous rappellerons très brièvement les fondements théoriques (statistiques et économétriques) de cette approche ainsi que la mise en œuvre numérique pratique.

Dans le chapitre 1, nous passerons en revue les dimensions et les indicateurs retenus dans l'IPM global de l'OPHI, puis dans sa version révisée, développée par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'OPHI en collaboration avec la Ligue des États arabes (LEA).

Dans le chapitre 2, nous définirons les programmes de protection sociale et en

---

1 Cette introduction et cette note en général s'appuient particulièrement sur l'article : Abdelkhalek, T. et Boccanfuso, D., (2021) : *Impact de programmes de protection sociale sur la pauvreté multidimensionnelle : Nouvelles approches et application au cas du Maroc*, Cahier de recherche de l'AIRESS – FGSES # 21-09. (Disponible sur la page : <https://aires.fgses-um6p.ma/photos/publication/981e213bdf24f004ad1e04066f35c1ec.pdf>).

2 Voir par exemple Fiszbein et al. (2014), Satumba et al. (2017) et Bakhshinyan et al. (2019).

détaillerons le contenu en recourant à un large benchmarking international. Nous identifierons également les principaux croisements entre protection sociale et pauvreté multidimensionnelle.

Comme notre application porte sur le Maroc, nous présenterons, au chapitre 3, les principaux axes de la nouvelle réforme qui y a été initiée en 2018. Nous introduirons ensuite l'Enquête Nationale sur la Population et la Santé Familiale (ENPSF) de 2018 utilisée dans notre application ainsi que les résultats qui en ont découlé en termes de privation et de pauvreté multidimensionnelle. Nous proposerons aussi trois scénarios de réforme dans le cadre de l'extension et de la généralisation de la protection sociale au Maroc. Les simulations associées ciblent deux indicateurs de santé et

un indicateur relatif à l'éducation, tous les trois considérés dans l'IPM.

Dans le chapitre 4, nous présenterons et discuterons brièvement nos résultats de façon ponctuelle et par intervalles construits selon l'approche *ex ante*, Monte Carlo ou bootstrap. Ceci nous permet de comparer les résultats obtenus à partir de l'approche de ciblage développée.

Nos résultats montrent que les trois réformes simulées ont un effet positif sur les mesures de la pauvreté multidimensionnelle. Les méthodes développées sont très pertinentes pour établir et évaluer explicitement le lien entre les programmes de protection sociale et la pauvreté multidimensionnelle et peuvent être utilisées quel que soit le nombre d'indicateurs ciblés et quel que soit le pays.

# 1. Rappel des dimensions et des indicateurs de l'IPM

---

Pour aborder la pauvreté et la mesurer sur des fondements non monétaires, Alkire-Foster (AF) (2007) proposent une méthode multidimensionnelle sur la base de laquelle un indice de pauvreté multidimensionnelle, dit le Global Multidimensional Poverty Index (ou IPM global), est conçu et ce, dans le cadre de l'OPHI. Cet indice est adopté par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à partir de 2010 pour suivre et traduire annuellement les privations des ménages dans plus de 100 pays en développement. Il est ainsi régulièrement publié dans le Rapport sur le développement humain du PNUD. Alkire et Santos (2014)<sup>3</sup> exposent les détails théoriques et pratiques relatifs aux calculs de cet indice.

L'IPM global s'articule autour de privations non monétaires et englobe trois dimensions, à savoir la santé, l'éducation et le niveau de vie. Ces trois dimensions sont déclinées en dix indicateurs supposés décrire la situation des ménages et des personnes pauvres. L'IPM définit les privations et la pauvreté au niveau de l'individu et/ou de son ménage, malgré les limites résultant des écarts entre l'unité statistique d'identification qui est le ménage et l'unité d'analyse qui est généralement l'individu en situation de privation. Dans cette approche, les caractéristiques observées au niveau d'un

ménage sont considérées comme étant valables pour tous les membres de ce ménage. Il y a donc des compensations qui s'opèrent à l'intérieur des ménages et qui pourraient atténuer (ou aggraver) les niveaux de privation des individus à travers la situation des autres membres du ménage.

Pour élaborer son Rapport sur la pauvreté dans le Monde arabe, la CESAO (2017)<sup>4</sup> a adopté, après révision, l'IPM global pour le calculer et le décomposer pour plusieurs pays de la région. L'IPM revu par la CESAO retient les trois dimensions de l'IPM global mais les décline en douze indicateurs. La dimension éducation est constituée de deux indicateurs : la fréquentation scolaire et le nombre d'années de scolarité. La dimension santé comprend trois indicateurs : la nutrition, la mortalité infantile et les grossesses précoces combinées aux mutilations génitales féminines. Les indicateurs de niveau de vie retenus sont : l'accès à l'électricité, des installations sanitaires adéquates, de l'eau potable, du combustible de cuisson propre, un sol et un toit adéquats, l'absence de surpeuplement ou de surdensité dans le logement du ménage et l'accès à un minimum d'informations, de mobilité et de moyens de confort dans le logement.

---

3 Alkire, S., & Santos, M. E. (2014). Measuring acute poverty in the developing world: Robustness and scope of the multidimensional poverty index. *World Development*, 59, 251-274.

4 <https://www.unicef.org/mena/media/886/file/MENA-PovertyReport-Eng.pdf>.

Le choix des dimensions et des indicateurs de l'IPM de la CESAO, est basé sur deux principales sources : l'IPM global de l'OPHI, d'une part, et les résultats des conférences organisées par la CESAO avec des partenaires de la LEA et des ministères des affaires sociales de toute la région, d'autre part. L'objectif étant de prendre en compte les priorités régionales dans le monde arabe, l'équipe technique de l'IPM de la CESAO a puisé ses données dans les enquêtes accessibles dans les différents pays.

Pour classer un ménage comme défavorisé ou pas sur un indicateur spécifique, son niveau de réalisation dans cet indicateur est comparé avec un seuil de privation préétabli. Les seuils retenus correspondent généralement à des normes largement acceptées, telles que les années de scolarisation obligatoire fixées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), les normes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relatives à la malnutrition et aux mesures anthropométriques en fonction de l'âge des individus, le nombre de personnes par pièce de logement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), etc.

Le tableau en annexe présente les indicateurs utilisés dans l'IPM de la CESAO et précise les différentes définitions ainsi que les seuils

utilisés et les pondérations associées à chacun de ces indicateurs.

En proposant sa version de l'IPM, la CESAO visait plusieurs objectifs. Elle cherchait avant tout à s'assurer que la mesure reste un outil utile pour faire des comparaisons tant au niveau régional entre pays qu'au niveau infranational. Dans ce sens, l'IPM devrait aider à guider le ciblage géographique de la lutte contre la pauvreté, dans toutes ses dimensions, dans et entre les pays arabes. Il pourrait aussi guider les politiques publiques dans la priorisation des actions à entreprendre et dans l'allocation des ressources rares. Il devrait aussi aider les pays et les organismes donateurs internationaux à prendre des décisions argumentées de ciblage de zones et de pays bénéficiaires afin de réduire la pauvreté multidimensionnelle dans la région arabe. De façon plus générale, la CESAO voulait que l'IPM soit une référence pour mieux évaluer les progrès réalisés en matière de développement et de protection sociale dans les pays de la région.

La CESAO recommande par ailleurs le développement de mesures nationales adaptées de pauvreté multidimensionnelle afin de transformer l'IPM en résultats statistiques officiels permanents, à produire parallèlement aux mesures monétaires de la pauvreté.

## 2. Programmes de protection sociale

---

### A. Définition

La protection sociale est intrinsèquement liée aux ODD notamment à travers la mise en place de mesures visant à assurer une couverture suffisante aux personnes pauvres et vulnérables d'ici 2030. Ces mesures contribuent tout particulièrement à la réalisation de l'*Objectif 1* des ODD, à savoir l'élimination, partout dans le monde, de la pauvreté sous toutes ses formes. Comme nous le verrons dans la sous-partie suivante, la protection sociale offre une panoplie diversifiée de mesures.

Mais qu'entend-on par protection sociale ? Parlons-nous tous de la même chose ? Il semble qu'il n'existe pas de définition consensuelle de ce qu'est la protection sociale. Toutefois, la plupart des définitions que nous trouvons dans la littérature soulignent la mise en place de mesures visant à lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité, notamment en prévenant les risques auxquels les personnes concernées pourraient faire face tout au long de leur vie.

L'ESCWA définit la protection sociale « *comme un ensemble de politiques et de programmes publics destinés à assurer un niveau de vie adéquat et l'accès aux soins médicaux tout au long de la vie. Les prestations de la protection sociale peuvent être fournies en espèces ou en nature, par des régimes non contributifs*

*universels ou ciblés, des régimes contributifs tels que ceux de la retraite ou par l'intermédiaire de mesures servant à favoriser l'accumulation du capital humain, à créer des ressources productives ou à faciliter l'accès à l'emploi. »*

En effet, les systèmes de protection sociale touchent une multitude de domaines d'action (enfants, ménages, maternité, chômage, maladie, vieillesse, invalidité, etc.) soit *via* des régimes contributifs (assurance sociale), soit *via* des prestations non contributives, financées par l'impôt (assistance sociale) (OIT, 2017).<sup>5</sup> Ainsi, l'assurance sociale se fonde sur des mécanismes de transfert du type contribution : les individus cotisent en fonction de certains critères comme, par exemple, le revenu. L'assurance-chômage et l'assurance vieillesse ou retraite sont deux exemples connus d'assurance sociale. L'assistance sociale, elle, consiste à octroyer aux personnes pauvres et vulnérables des prestations monétaires ou en nature. Ces aides sont offertes par le gouvernement et versées sans contrepartie de cotisation (Maigne, 2016).<sup>6</sup>

Holzmann et Jørgensen (2001)<sup>7</sup> placent la protection sociale dans un contexte de politique sociale et de gestion du risque. Ils la définissent comme étant des interventions du gouvernement pour supporter les plus démunis et aider les individus, leur ménage et les

---

5 [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_604882.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_604882.pdf).

6 <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/262514-assistance-assurance-et-protection-sociale>.

7 Holzmann, R., & Jørgensen, S. (2001). Social risk management: A new conceptual framework for social protection, and beyond. *International Tax and Public Finance*, 8(4), 529-556.

communautés à prévenir et à mieux gérer les risques. Ces interventions sont censées permettre aux bénéficiaires de s'adapter à des situations pouvant les faire basculer dans la pauvreté, telles que la perte d'un emploi.

Zhang et al. (2010)<sup>8</sup> voient également dans la protection sociale des moyens de lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité tant chroniques que transitoires. Pour ces auteurs, il s'agit d'interventions politiques visant à améliorer le bien-être de tous et notamment celui des jeunes, des chômeurs, des travailleurs pauvres, ou encore des groupes vulnérables de la population comme, par exemple, les personnes handicapées ou les personnes âgées.

La Banque mondiale, tout comme l'UNICEF et de nombreux autres organismes internationaux, perçoit la protection sociale comme un ensemble de politiques et de programmes visant à prévenir les risques et à protéger les individus contre les chocs qui pourraient subvenir tout au long de leur vie et permettant d'améliorer la résilience, l'équité et les opportunités. La différence observée dans les définitions proposées par ces organismes se situe au niveau de la population ciblée (enfants,

femmes, personnes âgées, personnes handicapées, migrants, etc.) et de la manière dont ces aides sont proposées et mises en œuvre.<sup>9</sup>

## B. Types de mesures de protection sociale

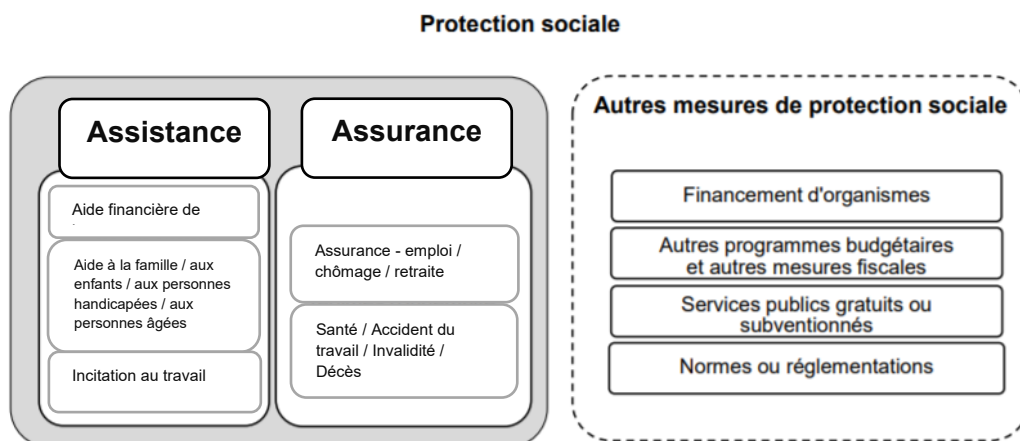
Même s'il n'existe pas de catégorisation exhaustive consensuelle quant aux formes et contenus des mesures de protection sociale, il semble toutefois qu'il y ait un support commun. La protection sociale comprend un ensemble d'aides, directes et indirectes, monétaires ou en nature, de type assuranciel ou d'assistance. Elle inclut également le financement apporté par les organismes aux personnes, les programmes budgétaires et les mesures fiscales ciblant diverses situations. L'offre de services publics gratuits – ou les subventions pour certains biens et services ou pour des groupes de la population ciblés – ainsi que l'établissement de règles ou de normes visant à garantir une certaine protection aux individus tels que les travailleurs, sont d'autres mesures de protection sociale (Boccanfuso et al., 2017).

---

8 Zhang, Y., Thelen, N., & Rao, A. (2010). Social protection in fiscal stimulus packages: Some evidence. *UNDP, New York. For more information, please contact: The United Nations Children's Fund (UNICEF)*, 3.

9 En annexe, nous faisons figurer une liste non exhaustive de définitions proposées par quelques organismes nationaux et internationaux répertoriés dans Zhang et al. (2010), sur le site [https://socialprotection.org/learn/glossary/what-is-social-protection?title=&items\\_per\\_page=10](https://socialprotection.org/learn/glossary/what-is-social-protection?title=&items_per_page=10) et sur les pages des organisations concernées.

## Schéma des différents éléments composant la protection sociale



**Source** : Adapté de Boccanfuso et al. (2017).

La plupart des pays ont des mesures de type assurantiel notamment pour le chômage ou la retraite. Des cotisations sont prélevées chez les employés et/ou les employeurs, et en cas de crise ou de récession, celles-ci peuvent être réduites et compensées par des fonds publics. Pour la retraite, le principe de répartition consiste à utiliser les cotisations des travailleurs d'aujourd'hui pour verser les retraites aux travailleurs d'hier. La grande majorité des pays de la région MENA ont un système de retraite assurantiel par répartition mis en place après les indépendances. Toutefois, la plupart couvrent seulement une minorité des travailleurs et sont en partie subventionnés par les gouvernements (Osario et Soares, 2017).<sup>10</sup>

Au niveau de la protection sociale de type assistance, les mesures observées visent à réduire la vulnérabilité des ménages à faible revenu non seulement en complétant ou en compensant leurs besoins en termes de consommation, mais aussi en élargissant la

portée de cette protection, donnant ainsi aux individus accès aux services de base tels que la santé et l'éducation. Ces mesures doivent également garantir le maintien d'un niveau de vie acceptable en cas de choc subi par les ménages. Ces interventions visent, par ailleurs, à promouvoir l'inclusion et l'équité sociales ainsi qu'à assurer la stabilité politique et sociale des pays.

La liste des interventions que nous retrouvons dans ces filets de sécurité sont multiples et diversifiées. Voici une liste non exhaustive des mesures que nous avons pu répertorier dans la littérature :

- **Transferts monétaires non conditionnels**, universels ou ciblés, servant à élever le niveau de vie des bénéficiaires et à faciliter leur accès aux services essentiels (allocation familiale pour les enfants).
- **Transferts monétaires conditionnels**, conditionnés par un comportement

10 Osorio, R. G., & Soares, F. V. (2017). *Social protection after the Arab Spring* (No. 40). Policy in Focus.

spécifique comme l'inscription et le maintien des enfants à l'école ou encore par un suivi médical imposés aux femmes et/ou aux enfants.

- **Dispenses de frais** incluant la prise en charge totale ou partielle des frais de santé, des coûts liés à l'éducation.
- **Transferts en nature** tels que la distribution de rations et de compléments alimentaires, d'alimentation scolaire, ou encore d'aliments dans des situations d'urgence. Dans le cas des interventions au sein des institutions scolaires, ces mesures sont souvent mises en avant comme étant un pilier essentiel de la protection sociale. Les transferts en nature présentent de multiples avantages puisqu'elles concernent directement la sécurité alimentaire et les aspects nutritionnels associés et qu'elle a des effets induits sur la persévérance et la réussite scolaire des enfants concernés. Elles peuvent être conditionnelles (être effectivement inscrit et présent à l'école) et pourront également s'adapter à des situations particulières (journées de marché ou encore période des récoltes).
- **Programmes d'amélioration de la productivité** avec des programmes orientés travail comme la mise en place de plan de formation et de reconversion. D'autres programmes concernent les services financiers et de microfinance subventionnés pour faciliter l'accès au crédit et favoriser l'entrepreneuriat.
- **Interventions sur le marché via le contrôle des prix et les subventions** générales des prix de certains produits de base (soutien des prix des denrées alimentaires, ventes subventionnées de denrées alimentaires, subventions des prix de l'énergie (pétrole, électricité, etc.)).

Certains gouvernements établissent aussi des systèmes de dépenses fiscales.

Il semble que plusieurs pays ayant mis en place, dans le passé, des mesures d'intervention sur le marché (contrôle de prix ou subventions) cherchent à sortir de ce modèle de protection sociale. Les raisons évoquées portent notamment sur les effets sur la pauvreté qui se révèlent souvent non significatifs. De plus, il semble que ces mesures mal ciblées ont un caractère régressif, entraînant un accroissement des inégalités. Nous constatons également que dans certains pays, les programmes de cartes alimentaires (transferts en nature) ont entraîné des comportements de gaspillage car ils n'incitaient pas à la rationalisation.<sup>11</sup> Ces constats s'observent aussi au niveau de la gestion de l'eau ou de l'électricité.

Ainsi, étant donné les budgets associés aux mesures de protection sociale déployées par les gouvernements, les orientations actuelles semblent privilégier un meilleur ciblage des populations pauvres et vulnérables en considérant non seulement les effets directs de ces mesures mais aussi les effets induits, y compris ceux à moyen et long termes (ESCWA, 2021).

### C. Croisement entre programmes de protection sociale et dimensions de l'IPM

Comme nous l'avons vu plus haut, les formes que peut prendre la protection sociale peuvent être monétaires, en nature ou implicites puisque versées sous forme de subvention ou de dispense. Quel que soit leur contenu, ces mesures visent à avoir un impact sur les populations pauvres et vulnérables soit à

11 Voir par exemple le cas de l'Algérie.



travers un accroissement direct du revenu, soit, dans un cadre multidimensionnel, en donnant accès à l'éducation ou à la santé.

En croisant les mesures de protection sociale présentées dans la partie précédente avec les dimensions et indicateurs qui composent l'IPM, nous pouvons voir comment, dépendamment des objectifs en termes de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle, les mesures pourraient être pensées. Le tableau 1 résume ces croisements et met en exergue le fait que les deux premières dimensions (santé - nutrition et éducation) peuvent être atteintes par toutes les formes de protection sociale. En revanche, l'accès aux services sera favorisé par des mesures non monétaires. Nous constatons également que les interventions sur le marché *via* le contrôle des prix et les subventions sont un moyen qui peut atteindre toutes les dimensions de l'IPM. Toutefois, comme nous l'avons vu précédemment, ce type de mesures devient de moins en moins populaire notamment à cause de son effet limité sur la pauvreté et d'un risque d'accroissement des inégalités en plus de comportements inappropriés (gaspillage) chez certains ménages bénéficiaires.

Ce croisement est d'autant plus important qu'il est désormais reconnu que la pauvreté et la vulnérabilité peuvent différer d'un pays à l'autre ou même d'un milieu à l'autre dans le même pays. Les mesures de protection sociale doivent donc prendre en compte ces différences socio-économiques de manière à ce que les impacts fondés sur la résilience des personnes intègrent les dimensions de l'IPM.

A titre d'exemple, des programmes de cantines scolaires ont été déployés dans de nombreux pays. Leurs impacts sont à la fois nutritionnels et éducatifs puisque les enfants mieux alimentés réussissent mieux à l'école. En plus de ces dimensions, l'incitatif à envoyer les enfants à l'école devient plus important pour les parents puisque l'école prend en charge une partie des dépenses alimentaires des ménages. Ces cantines scolaires permettent aussi de réduire les inégalités de genre en incitant les parents à envoyer leurs filles à l'école. Cette mesure pourrait également contribuer à réduire le travail des enfants. Ces programmes de protection sociale ont des effets directs et ceux-ci se répercuteront tout au long du cycle de vie des enfants avec possiblement un effet sur la mobilité sociale.

Tableau 1. Croisement des types de mesure de protection sociale et des dimensions de l'IPM

Dimensions	Indicateurs	Type de protection sociale		Dispenses de frais	Transferts en nature	Programmes d'amélioration de la productivité	Interventions sur le marché via le contrôle des prix et les subventions
		Transferts monétaires non conditionnels	Transferts monétaires conditionnels				
Santé et nutrition	1- Mortalité infantile	x	x	x	x		x
	2- Nutrition des enfants	x	x	x	x		x
	3- Grossesse précoce	x	x	x	x		x
Éducation	4- Fréquentation scolaire	x	x	x	x		x
	5- Écart de scolarisation entre les âges	x	x	x	x		
	6- Niveau d'études -18+	x	x	x	x	x	x
Logement	7- Surpeuplement						x
	8- Type de logement			x			x
Accès aux services	9- Amélioration de l'eau potable			x	x		x
	10- Amélioration de l'assainissement			x	x		x
	11- Électricité			x	x	x	x
Actifs	12- Actifs de communication					x	x
	13- Les atouts de la mobilité				x	x	x
	14- Moyens d'existence					x	x

Un autre aspect important dans les croisements entre les mesures de protection sociales et leurs impacts sur la pauvreté multidimensionnelle est de les lier aux ODD, notamment pour suivre les progrès des pays. Rappelons que la cible 1.3 des ODD vise à « *Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient* ». <sup>12</sup> La cible 3.8 est également directement liée à un système de couverture sociale: « *Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable* ». <sup>13</sup>

La CESAO (ESCWA, 2022) s'est récemment penchée sur le thème des indices de pauvreté

multidimensionnelle en lien avec la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des stratégies de protection sociale. Elle a également (ESCWA, 2017) fait un croisement entre les indicateurs de son IPM et ceux des ODD. Selon la Commission, 8 des 17 ODD recourent les indicateurs de l'IPM, à savoir ceux liés à la nutrition, à la santé, à l'éducation, à l'égalité des genres et à l'autonomisation, à l'eau et à l'assainissement, à l'énergie propre et au logement. A cela nous pouvons ajouter l'objectif 13 visant à lutter contre les changements climatiques. En effet, ces dernières années, les effets des changements climatiques ont été pris en considération dans l'élaboration de mesures de protection sociale. Ces mesures adaptatives de protection sociale pour atténuer les effets des changements climatiques visent notamment à lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité (résilience des ménages agricoles) mais aussi à lutter contre la malnutrition. Parmi les mesures, nous trouvons *des subventions pour les services d'alimentation, d'eau et d'énergie ; des subventions pour des*

12 [https://www.ilo.org/global/topics/dw4sd/themes/sp-floor/WCMS\\_615338/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/dw4sd/themes/sp-floor/WCMS_615338/lang--fr/index.htm).

13 [https://www.ilo.org/global/topics/dw4sd/themes/sp-floor/WCMS\\_615338/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/dw4sd/themes/sp-floor/WCMS_615338/lang--fr/index.htm).

programmes générateurs d'emplois et des programmes de travail dans l'agriculture, etc.

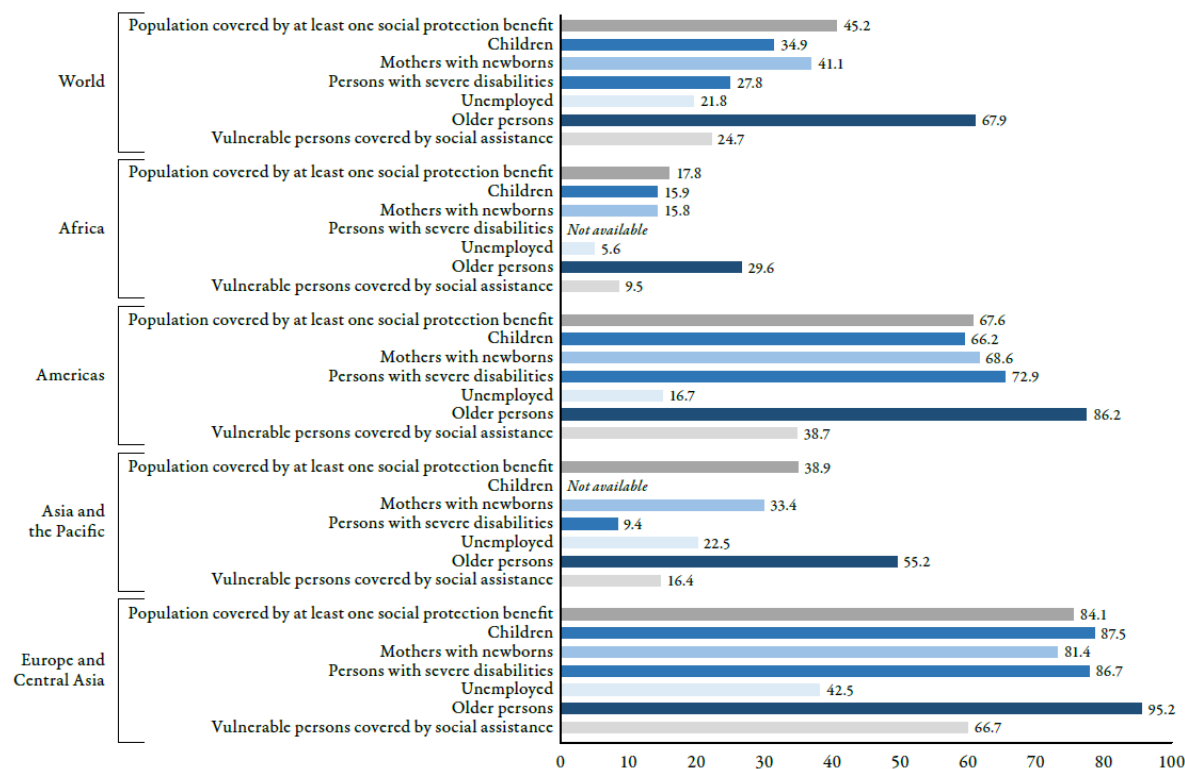
## D. Benchmarking

Dans la pratique, de nombreuses organisations internationales présentent des expériences de différents pays en examinant les mesures de protection sociale prises par les gouvernements. C'est le cas, par exemple, du « *World Social Protection Report 2017-19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals* » de l'OIT (2017). Dans ce rapport, l'OIT donne un aperçu global des tendances récentes des systèmes de protection sociale ciblant l'ensemble de la population et certaines strates comme les enfants, les femmes,

les personnes âgées, etc. De manière générale, la protection sociale a connu une extension notable à travers le monde puisque 45% de la population mondiale est couverte par au moins un programme de protection sociale. Cela signifie cependant que 55% de la population mondiale n'a aucune protection sociale.

De plus, seulement 29% de la population mondiale est couverte par des systèmes de sécurité sociale complets pour les individus (santé, emploi, retraite) et leur famille (allocations enfants). Ainsi 71% de la population ne bénéficie que partiellement de protection sociale, voire d'aucune mesure. Au-delà de ces taux moyens, il y a des écarts considérables en termes de couverture sociale entre les régions et les pays du monde (figure 1).

Figure 1. Couverture de protection sociale selon l'indicateur des ODD 1.3.1 dans le monde et par région (en pourcentage)



Source : OIT, 2017.

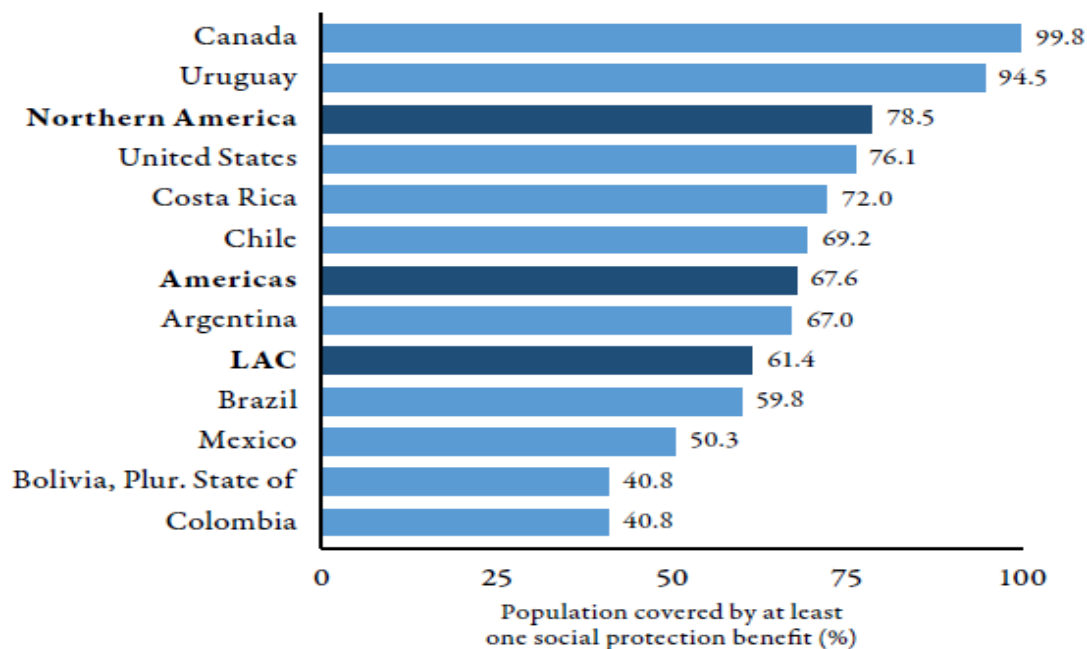
## 1. Aperçu de la situation dans la région Amérique Latine et Caraïbes (LAC)

Depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes connaissent des progrès significatifs en matière de protection sociale même si des écarts persistent. Ces progrès résultent de l'extension aussi bien des régimes contributifs que de ceux financés par la fiscalité. Dans cette sous-région, 40% de la population reste toujours non couverte par les systèmes de protection sociale en place. De plus, on observe une large disparité entre les pays de la sous-région. Selon l'*Atlas of social protection indicators of resilience and equity* (ASPIRE) de la Banque Mondiale 51 % de la population de la sous-région LAC bénéficie d'au moins un programme de protection sociale et seulement 6,5% sont couverts par plus d'un programme.<sup>14</sup>

En regardant les programmes de protection sociale dans cette sous-région, nous constatons que les mesures associées au chômage sont moins présentes que celles relatives à la santé, à la famille ou ciblant certaines catégories de la population comme les personnes âgées ou les personnes handicapées (figure 3).

C'est dans cette région du monde que les premières expériences en matière de transferts monétaires conditionnels sont apparus. C'est le cas par exemple du Brésil avec le programme *Bolsa Familia* ou encore le programme *Progresa - Oportunidades* au Mexique. Ces programmes touchent des dimensions de court terme en cherchant à réduire la pauvreté mais aussi de long terme à travers l'amélioration d'indicateurs de capital humain et de santé.

Figure 2. Couverture de protection sociale selon l'indicateur des ODD 1.3.1 en Amérique (en pourcentage)



Source : OIT, 2017.

14 Voir <https://www.worldbank.org/en/data/datatopics/aspire>.

Figure 3. Existence de programmes de protection sociale par pays - Amérique<sup>15</sup>

Country	Old age, disability, and survivors	Sickness and maternity				Unemployment	Family allowances
		Cash sickness benefits	Cash maternity benefits	Medical benefits	Work injury		
Antigua and Barbuda	X	X	X	X	*X		
Argentina	X	*X	X	X	*X	X	X
Aruba	<sup>b</sup> X	X	X	X	X	*X	X
Bahamas	X	X	X	X	X	X	
Barbados	X	X	X	X	X	X	X
Belize	X	X	X		X		
Bermuda	X	*X	*X	X	*X		X
Bolivia	X	X	X	X	X		X
Brazil	X	X	X	X	X	X	X
British Virgin Islands	X	X	X	X	X		
Canada	X	X	X	X	X	X	X
Chile	X	X	X	X	X	X	X
Colombia	X	X	X	X	X	X	X
Costa Rica	X	X	X	X	*X	X	X
Cuba	X	X	X	X	X		
Dominica	X	X	X		X		
Dominican Republic	X	X	X	X	X		X
Ecuador	X	X	X	X	X	X	X
El Salvador	X	X	X	X	X		X
Grenada	X	X	X	X	X		
Guatemala	X	X	X	X	X		
Guyana	X	X	X	X	X		X
Haiti	X	X	X		X		
Honduras	X	X	X	X	*X	X	X
Jamaica	X	*X	X	X	X		X
Mexico	X	X	X	X	X		X
Nicaragua	X	X	X	X	X		X

15 Un tableau similaire relatif au continent africain est disponible dans *Social Security Programs Throughout the World : Africa, 2019* (ISSA, 2019).

Country	Old age, disability, and survivors	Sickness and maternity				Unemployment	Family allowances
		Cash sickness benefits	Cash maternity benefits	Medical benefits	Work injury		
Panama	X	X	X	X	*X	X	X
Paraguay	X	X	X	X	X		*X
Peru	X	X	X	X	X	X	*X
Saint Kitts and Nevis	X	X	X		X		X
Saint Lucia	X	X	X	X	X		
Saint Vincent and the Grenadines	X	X	X	X	X		
Suriname	X	*X		X	*X		X
Trinidad and Tobago	X	X	X	X	X		X
United States	X			X	*X	X	X
Uruguay	X	X	X	X	*X	X	X
Venezuela	X	X	X	X	X	X	*X

SOURCE: The country summaries in this volume.

a. Employer-liability system only.

b. Old-age and survivors benefits only.

Source : ISSA, 2020.

## 2. Aperçu de la situation dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) qui regroupe les pays d'action de la CESA0, la diversité observée des programmes de protection sociale reflète les différences entre les pays de cette partie du monde. Historiquement, plusieurs de ces pays ont mis en place des systèmes de subventions de produits alimentaires et énergétiques malgré leur caractère régressif. Un second pilier des systèmes de protection sociale dans cette région repose sur la gratuité des services publics de base (éducation et santé).

Tout particulièrement depuis 2011, les gouvernements de la région cherchent, avec plus ou moins de succès, à mettre en place des politiques de protection sociale ayant à la fois des objectifs sociaux, économiques et politiques. Nombre de mesures proposées visent à supporter la création d'emplois, le soutien du revenu ainsi que le renforcement des filets de sécurité.

Au cours des dernières années, la soutenabilité des systèmes de protection sociale, et tout particulièrement le pilier *subventions*, est remise en question même pour les pays les plus riches de la sous-région. Certains pays enregistrent en effet, des déficits budgétaires et

des niveaux d'endettement croissants. Ces pays n'ont d'autres choix que de repenser leur système de protection sociale en introduisant des réformes et en abandonnant les subventions au profit de programmes mieux ciblés de protection sociale. Ce ciblage semble d'autant plus important que plusieurs mesures visent à compenser certains groupes de la population suite à la hausse des prix. Il est toutefois évident que le fait de cibler les populations pauvres et vulnérables constitue un véritable défi pour les gouvernements que ce soit dans les zones rurales reculées ou encore en milieu urbain pour les personnes actives dans le secteur informel (Nauk, 2017).

Bilo et *al.* (2017) ont établi une correspondance entre les programmes de protection sociale de

type assistance et 20 pays de la sous-région. Il en ressort une dominance des transferts non conditionnels adoptés par tous les pays. Cette analyse confirme aussi que les subventions des prix de différents produits sont présentes dans quasiment tous les pays. De plus, 2/3 des pays considérés offrent des transferts non conditionnels en nature à certains groupes de la population (figure 4).

Enfin, plusieurs pays de la sous-région ont mis en place des programmes non contributifs de protection sociale, conditionnels ou non conditionnels, qui passent par le canal des services publics tels l'éducation et la santé. Certains pays considèrent aussi des aides au logement ou des programmes facilitant le travail d'intérêt public.

Figure 4. Types de programmes de protection sociale non contributifs dans la région MENA

	Unconditional cash transfers	Unconditional in-kind transfers	Subsidies	Conditional cash transfers (CCT)	School Feeding programme	Housing	Non-contributory health insurance	Health care benefits	Cash-for-work	Educational fee waivers	Conditional in-kind transfers
Algeria	●		●	●	●	●	●		●	●	●
Bahrain	●		●			●					
Djibouti	●	●	●	●	●			●	●	●	
Egypt	●		●	●	●	●	●		●		
Iran	●	●	●		●		●	●			
Iraq	●	●	●								
Jordan	●	●	●	●	●	●	●	●		●	
Kuwait	●	●	●	●	●	●					
Lebanon	●	●	●					●		●	
Libya	●	●	●			●					
Morocco	●		●	●	●		●	●	●		●
Oman	●	●	●			●					
Qatar	●	●	●		●	●					
Saudi Arabia	●		●	●	●						
Palestine	●	●								●	
Sudan	●	●		●	●	●	●			●	
Syria	●										
Tunisia	●		●	●	●			●			
UAE	●	●	●			●					
Yemen	●	●		●				●	●		

Note: All programmes and subprogrammes were counted separately. Programmes and subprogrammes may be classified as more than one programme type and can target more than one target group.

Sources : Bilo et al. (2017).

Les réformes des programmes de protection sociale dans les pays de la sous-région se basent de plus en plus sur des ciblage catégoriels, c'est-à-dire sur des classes particulières de la population. Même si ces programmes n'atteignent pas une partie de la population qui mériterait d'être couverte, l'objectif est essentiellement d'assurer plus d'efficacité à ces programmes.

Sous les actions des organisations internationales (UNICEF, PNUD et autres), plus de la moitié des programmes ciblant les enfants, notamment dans les ménages pauvres, visent les aspects nutritionnels et alimentaires, la santé infantile et l'éducation. Comme vu précédemment, ces actions croisent deux dimensions importantes de l'IPM (figure 5).

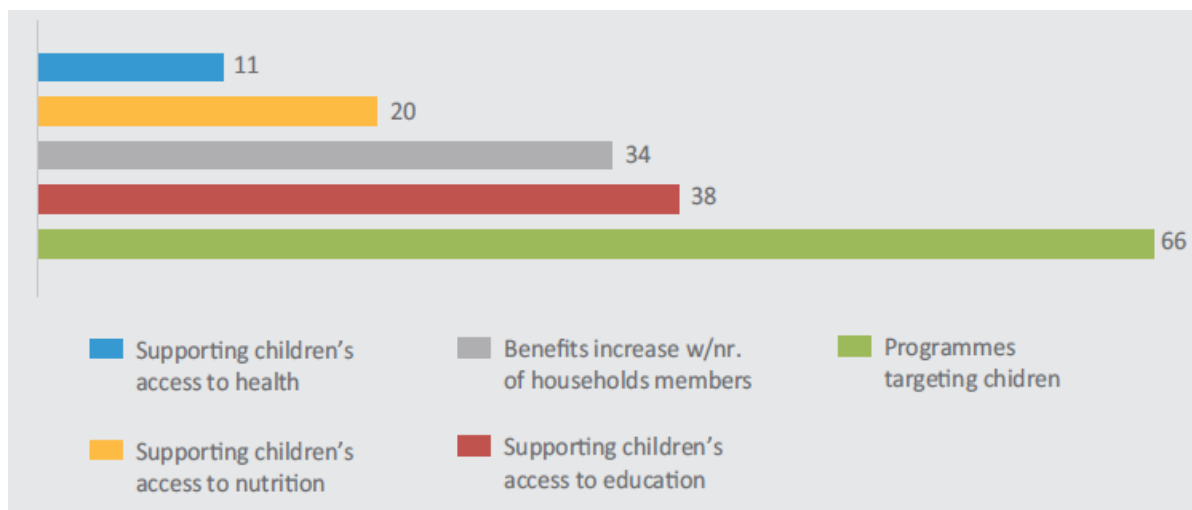
Pour le travail de simulation visé dans la partie suivante, nous pourrions considérer ce type d'actions pour analyser l'impact des programmes de protection sociale sur la pauvreté multidimensionnelle. Ces programmes sont à la fois simples dans leur définition et leur implémentation et ont un impact direct sur les

populations pauvres et vulnérables et donc sur les indicateurs considérés dans l'IPM.

A titre de comparaison entre les deux régions considérées dans cette note (LAC et MENA) et plus particulièrement pour le quintile le plus pauvre de la population, les données de la Banque mondiale montrent qu'en termes d'incidence des programmes d'assistance sociale, les pays d'Amérique Latine sont plus performants au niveau global. Ainsi, Pour la région LAC, 26% du quintile le plus pauvre de la population bénéficie d'au-moins un programme alors que seulement 6,3% de ce même groupe de population pour la région MENA dépassent à peine la performance des pays de l'Afrique au sud du Sahara.

Les programmes de protection sociale de type transferts monétaires conditionnels sont nettement plus déployés dans les pays de la sous-région LAC où ils bénéficient à plus de 40% des ménages les plus pauvres, contrairement aux pays de la région MENA où ils sont négligeables. Nous observons des résultats semblables dans le cas des programmes de type dispenses de frais.

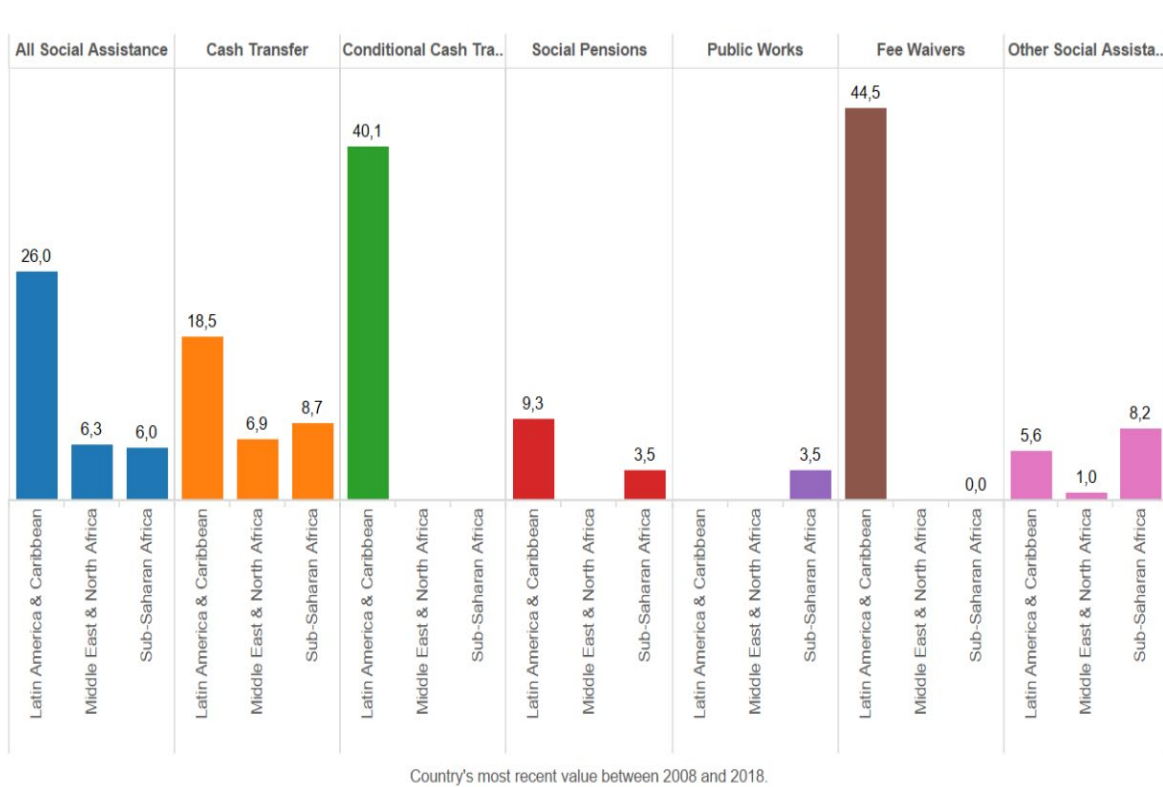
Figure 5. Cartographie des caractéristiques des programmes adaptés aux enfants



Source : Bilo et al. (2017).



Figure 6. Incidence des prestations d'assistance sociale dans le quintile le plus pauvre (en pourcentage)



**Source :** Aspire: the Atlas of social protection - indicators of resilience and equity (Worldbank.org).



### 3. Illustration : Cas du Maroc

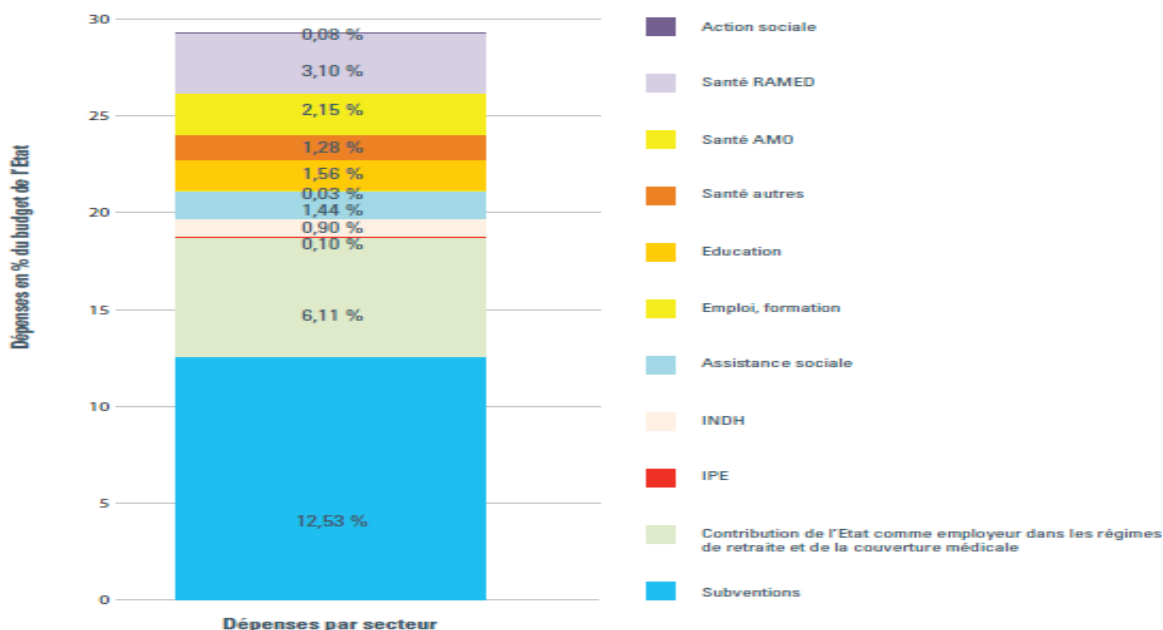
#### A. La protection sociale au Maroc

Comme nombre de pays, le Maroc dispose d'un système de protection sociale avec des dimensions de type assuranciel ou contributif et d'assistance. La première loi nationale relative à l'aide sociale date de 1942. Dix-sept ans plus tard, la loi sur la sécurité sociale est votée. Depuis, de nombreux compléments ont été régulièrement apportés comme par exemple, le *Régime d'Assistance Médicale aux Economiquement Démunis* [RAMED], initié en 2008 et mis en œuvre en 2011 puis généralisé en 2017. Ces mesures éparses concernent la vieillesse, la maladie, la santé (notamment des femmes/mères et des enfants), l'invalidité, le

chômage pour les individus ou encore, au niveau des ménages, les allocations familiales (ISSI, 2019).

En 2018, le Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement chargé des Affaires générales et de la gouvernance en collaboration avec l'UNICEF a présenté un état des lieux exhaustif du système de protection sociale au Maroc lors des *1<sup>ères</sup> Assises nationales de la protection sociale* (MAGG, 2018). Par exemple, grâce aux programmes axés sur la santé comme l'assurance médicale obligatoire et le RAMED, le taux de couverture médicale atteint 61% alors qu'il est seulement de 36% en Egypte (MAGG, 2018).

Figure 7. Dépenses par secteur de la protection sociale, en % du budget de l'Etat au Maroc



Source : MAGG (2018).

Etant donné qu'il n'existe pas à proprement parler de composante protection sociale dans le budget du gouvernement du Maroc, et que plus de 50 organismes sont concernés par ces mesures, il est difficile de quantifier le budget total dédié à la protection sociale. Toutefois, dans le rapport du MAGG (2018), un recensement exhaustif des mesures et programmes a permis d'évaluer la part du budget du gouvernement en fonction des différents secteurs de la protection sociale (figure 7). Nous constatons que la protection sociale représente un peu moins de 30% du budget de l'État. Plus de la moitié de ce budget est de type subventions (12,53%) ou contributions du gouvernement aux programmes de retraites ou de santé (6,11%).

Toutefois, malgré les progrès notables, l'efficacité et l'efficience du système de protection sociale au Maroc sont pointées du doigt. Chemillier-Gendreau (2018) note une multitude de programmes et d'intervenants ainsi qu'une faible coordination et un manque de convergence entraînant d'importants chevauchements de programmes ainsi que des groupes de population vulnérables laissés pour compte. Il souligne également un déséquilibre majeur entre le contributif (assurantiel) et le non contributif (assistance). Face à ces constats, il propose des éléments d'orientation pour l'élaboration de scénarios de réformes à travers quatre axes : une rationalisation du système de protection sociale, la mise en œuvre d'une gouvernance coordonnée, l'extension de la protection sociale à travers un meilleur ciblage et une plus grande couverture et finalement l'accroissement du budget en assurant la soutenabilité financière.

Ainsi, de façon structurelle et depuis plusieurs années, le Maroc a pris conscience qu'il fallait réviser fondamentalement son système de protection sociale. Cette prise de conscience s'est accélérée avec l'avènement de la pandémie de Covid-19 et les conséquences engendrées. En effet, cette dernière a mis en exergue les lacunes et les défaillances des programmes en place.

Dans ce contexte, la généralisation de la protection sociale a été érigée, au plus haut niveau de l'État, en priorité nationale et en chantier structurant. Elle relèverait donc non seulement de la responsabilité de l'État, mais également des collectivités territoriales, des entreprises publiques, du secteur privé ainsi que de la société civile et de l'ensemble des citoyens. Dans le projet de loi-cadre 09.21<sup>16</sup>, le Maroc a retenu quatre principes fondateurs pour construire le nouveau système de protection sociale :

- Le principe de solidarité dans ses dimensions sociale, territoriale, intergénérationnelle et interprofessionnelle.
- Le principe de non-discrimination dans l'accès aux services de la protection sociale.
- Le principe de l'anticipation.
- Le principe de l'implication (engagement de l'ensemble des intervenants au niveau des politiques, stratégies et programmes relatifs à la protection sociale).

La réforme proposée à travers plusieurs textes de loi s'articule autour de quatre axes avec des échéances précises.

---

16 Voir [https://www.finances.gov.ma/Publication/cabinet/2021/Expose\\_M.%20Ministre\\_Parlement.pdf](https://www.finances.gov.ma/Publication/cabinet/2021/Expose_M.%20Ministre_Parlement.pdf) et <https://www.medias24.com/generalisation-de-la-protection-sociale-le-detail-du-projet-de-loi-cadre-16516.html>.

1. La protection des dangers de la maladie à travers la généralisation de l'Assurance maladie obligatoire (AMO) à fin 2022. Cet axe devrait profiter à quelques 22 millions de personnes supplémentaires. La base des bénéficiaires de cette assurance devrait inclure les catégories vulnérables de la population comme celle bénéficiant du RAMED, les professionnels, les travailleurs indépendants et les personnes non-salariées exerçant une activité libérale.
2. La protection des dangers relatifs à l'enfance qui devrait permettre aux ménages auxquels cette protection fait défaut de bénéficier d'indemnités forfaitaires sous forme d'allocations familiales. Ce programme devrait aider à lutter contre la déperdition scolaire. Il ciblerait dans un premier temps quelques 7 millions d'enfants en âge de scolarité (moins de 21 ans).
3. La protection des dangers en relation avec la vieillesse chercherait à élargir la base des adhérents aux régimes de retraite. Cette dimension du système inclurait quelques 5 millions de personnes exerçant un emploi et qui n'allaient bénéficier d'aucune pension à horizon 2025.
4. La protection des risques liés à la perte d'emploi avec la refonte et la généralisation de l'indemnité pour perte d'emploi à l'horizon 2025 afin de couvrir toute personne exerçant un emploi stable.

Dans la pratique, le système à mettre en place doit regrouper et généraliser des programmes qui existent et qui ont été jugés plutôt inefficaces et/ou pas très bien ciblés. Les marges budgétaires qui seraient ainsi dégagées permettraient de financer en partie

certaines dépenses liées au nouveau système de protection sociale (les rallonges des allocations familiales en particulier).

Un chantier parallèle initié il y a presque 2 ans maintenant, a été accéléré. Il consiste en l'adoption et la mise en place d'un *registre social unique* (RSU) qui permettrait un meilleur ciblage des catégories de la population qui seraient éligibles aux aides. En janvier 2021, il y a eu la publication, au Bulletin officiel, du statut de l'*Agence nationale des registres*. Cette dernière sera le cadre institutionnel unifié chargé du suivi du processus de généralisation de la couverture sociale aux catégories ciblées.

Sur le plan réglementaire et de façon plus générale, le projet de loi-cadre 09.21 sur la protection sociale définit l'arsenal législatif et réglementaire qui accompagnerait la mise en place graduelle du nouveau système de protection sociale.<sup>17</sup> L'architecture retenue pour financer ce nouveau système repose sur deux mécanismes. Le premier est basé sur l'affiliation pour les personnes capables de cotiser au financement de la protection sociale (contributif). Le second repose sur le principe de solidarité en faveur des personnes n'ayant pas les moyens d'assumer les droits d'affiliation (non contributif).

Selon les données du ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, ce système mobilisera une enveloppe de 51 milliards de DH par an à partir de 2021. Cette enveloppe est répartie entre l'assurance maladie obligatoire de base (14 milliards de DH), les allocations familiales (20 milliards de DH), l'élargissement de la base des adhérents au régime de retraite (16 milliards de DH)

---

17 Le projet de loi-cadre devrait être adopté prochainement lors d'une session extraordinaire du Parlement marocain. Les informations présentées dans cette note concernant le Maroc sont antérieures au 4 mars 2021.

et l'accès à l'indemnité de perte d'emploi (1 milliard de DH).

Dans la partie suivante, nous présentons des scénarios qui simuleraient l'impact sur l'IPM de certaines dimensions suite à la mise en place de ce nouveau système de protection sociale. Nous verrons ainsi ce que gagnerait le Maroc en termes de réduction de la pauvreté multidimensionnelle.

## B. Simulations avec STATA

### 3. Survol méthodologique<sup>18</sup>

Bien identifier les personnes qui devraient bénéficier de la mesure est un premier problème auquel est confronté le décideur. Ensuite, même lorsque le ciblage est parfait pour l'un des indicateurs de l'IPM, il n'est pas garanti que l'IPM lui-même change. Ces deux aspects doivent donc être pris en considération pour aborder et évaluer l'impact de programmes de protection sociale sur la pauvreté multidimensionnelle.

Pour cela, nous avons développé une méthode d'analyse qui se base sur le principe de ciblage des individus bénéficiaires des programmes. Cette méthode consiste à sélectionner ces derniers de façon aléatoire parmi ceux initialement privés selon un ou plusieurs indicateurs d'intérêt. Ainsi, dans cette approche,

nous tirons aléatoirement un nombre de ménages (sans remplacement) parmi ceux qui sont privés pour un indicateur (ou pour plusieurs, dépendamment du scénario) avant la mise en place de la mesure (i.e. à la situation de référence). Ce tirage peut de plus, se faire selon une stratification choisie préalablement par le décideur. Par exemple, une mesure de protection sociale pourrait cibler les individus selon leur milieu de résidence (rural, urbain) ou au niveau régional. Pour permettre des comparaisons plus robustes par rapport à la situation de référence, nous avons recours à des simulations de Monte Carlo qui nous permettent aussi de construire des intervalles de confiance pour chaque mesure et ainsi, de juger de la significativité statistique du changement observé pour chacune des mesures H (qui est l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle), A (qui est le fossé moyen de pauvreté ou encore l'intensité de la pauvreté), et M (qui est l'incidence ajustée de la pauvreté multidimensionnelle ou encore l'IPM =  $H \cdot A$ ).

En plus d'évaluer les effets ponctuels des programmes de protection sociale sur les grandeurs d'intérêt captés suite à une simulation, les intervalles de confiance construits avec un niveau de 95% nous permettent de vérifier si l'écart obtenu entre la mesure initiale et la mesure simulée est statistiquement significatif. Ces intervalles de confiance permettent également de faire des comparaisons de ces mesures dans l'espace pour des strates d'intérêt.

---

18 Pour les détails de la méthodologie, voir Abdelkhalek et Boccanfuso (2021).

#### 4. Données utilisées pour l'illustration

##### Note importante

L'illustration proposée dans ce rapport est tirée de l'article :

Abdelkhalek, T. et Boccanfuso, D., (2021) : Impact de programmes de protection sociale sur la pauvreté multidimensionnelle : Nouvelles approches et application au cas du Maroc, Cahier de recherche de l'AIRESS – FGSES # 21-09.

(Disponible sur la page : <https://aires.fgses-um6p.ma/photos/publication/981e213bdf24f004ad1e04066f35c1ec.pdf>).

Dans cette illustration, nous utilisons l'Enquête nationale sur la population et la santé familiale (ENPSF) de 2018. Elle a été réalisée par le ministère de la Santé du Maroc avec l'assistance technique de plusieurs partenaires (UNICEF ; OMS ; FNUAP ; la Ligue Arabe et l'ANAM). La réalisation de cette enquête a coïncidé avec l'achèvement de la mise en œuvre de la Stratégie sectorielle de la santé 2012-2016 et

s'est produite avant l'avènement de la crise sanitaire mondiale liée à la COVID-19. L'un des objectifs de cette Stratégie a été l'appréciation de l'évolution de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement et plus récemment l'atteinte des ODD au Maroc (MS, 2019).

Contrairement à ce qui a été fait dans le rapport « An Updated Multidimensional Poverty Country Profile for Morocco »<sup>19</sup> le calcul de la privation relative à l'indicateur sur le type de sanitaire auquel les ménages ont accès, a été modifié. En effet, étant donné les modalités de la variable relative au type de toilettes de l'enquête exploitée, nous avons considéré dans l'article qu'un ménage est non privé sur l'indicateur *Amélioration de l'assainissement*, lorsque celui-ci dispose d'une toilette avec siphon reliée ou non aux égouts ou une toilette sans siphon reliée aux égouts et que ces toilettes ne sont pas partagées avec d'autres ménages. Les résultats qui suivent sont donc basés sur la situation de référence suivante pour l'année 2018.

Tableau 2. Pauvreté multidimensionnelle au Maroc – Niveau national

	Incidence de la pauvreté (H)	Intensité (A)	Indice de pauvreté multidimensionnelle (M)
2018	0,1930	0,4267	0,0824

**Source :** Calculs des auteurs Abdelkhalek et Boccanfuso (2021).

De plus, comme dans Abdelkhalek et Boccanfuso (2021), les taux de privations de base en 2018 pour chaque indicateur

dans l'exercice illustratif sont ceux présentés dans le tableau 3.

Tableau 3. Ratio des effectifs non censurés et censurés (en pourcentage) dans le temps

Piliers	Dimensions	Indicateurs	Effectifs non censurés (pourcentage de la population totale privée de l'indicateur)
Bien-être social ou capacité	Santé et nutrition	Mortalité infantile	1,06
		Grossesse chez l'enfant	0,97
		Nutrition des enfants	7,94
	Education	Fréquentation scolaire	14,62
		Écart de scolarisation en fonction de l'âge	-
		Niveau d'études des 18 ans et +	56,02
Niveau de vie ou bien-être matériel	Logement	Surpeuplement	20,19
		Type de logement	18,60
	Accès aux services	Eau potable améliorée	29,22
		Amélioration de l'assainissement	33,91 <sup>a</sup>
		Electricité	2,66
	Actifs	Moyens de communication	0,82
		Moyens de mobilité	61,57
		Moyens de subsistance	5,83

<sup>a</sup> Seule cette privation diffère de celle présentée dans le rapport « STATA et MPI Assist Tool (MAT) pour le calcul du MPI : une application au Maroc » pour la raison expliquée précédemment.

**Source :** Calculs des auteurs Abdelkhalek et Boccanfuso (2021).

## 5. Définition des scénarios

Etant donné la nouvelle stratégie de protection sociale, actuellement en train de se mettre en place au Maroc et discutée dans la partie précédente, les dimensions de l'IPM qui devraient être impactées sont la santé et l'éducation à travers les deux premiers axes de la Stratégie. Plus précisément, les trois indicateurs suivants sont considérés dans nos scénarios : la mortalité infantile, la malnutrition

des enfants âgés de moins de 5 ans et la scolarisation des enfants âgés entre 6 et 17 ans. Dans cet article, afin d'illustrer l'utilisation de la méthodologie développée, nous simulons trois scénarios.<sup>20</sup>

A ce niveau, il est important de préciser que les scénarios proposés sont supposés être le résultat de différents programmes ou actions inclus dans la réforme de la protection sociale. Il ne s'agit donc pas dans cet article, d'identifier

20 Cette méthodologie peut s'appliquer à de nombreuses politiques impactant les différents indicateurs couverts par l'IPM.



ou de proposer les mesures qui permettraient d'atteindre les objectifs simulés.

Dans le premier scénario, nous supposons, toutes choses étant égales par ailleurs, que le Maroc va parvenir à réduire de 50% le taux de privation relatif à la mortalité infantile de son niveau de 2018 (1,06%) à 0,53% et le taux de privation en matière de malnutrition de son niveau de 2018 (7,94%) à 3,97%.

Dans cet exercice, le sens que nous donnons au changement de la situation de privation dans la dimension portant sur la mortalité infantile ne signifie pas que le ménage n'observe plus l'évènement (perte d'un enfant en bas âge) mais fait référence à un taux de privation plus faible que nous pourrions observer dans une enquête future, au sein d'autres ménages, suite à la mise en place du système de protection sociale.

Dans la pratique, en termes de simulation à partir de données d'une enquête ménage, le problème de l'identification des ménages qui vont bénéficier du système de protection sociale et voir leur situation en termes de privation sur l'un ou l'autre des deux indicateurs, reste posé.

Pour le premier indicateur, étant donné la faiblesse du niveau, nous procédons à un tirage aléatoire des ménages bénéficiaires en tenant compte de la répartition de ces ménages selon le milieu de résidence (urbain et rural). Pour l'indicateur portant sur la malnutrition, nous proposons, comme pour l'indicateur relatif à la mortalité infantile, un tirage aléatoire des ménages bénéficiaires.

Dans le deuxième scénario, nous supposons, toutes choses étant égales par ailleurs, que le taux de privation en termes de scolarisation des enfants âgés entre 6 et 17 ans passe de son niveau de 2018 (14,62%) à 7,31%. Dans ce scénario et pour cet indicateur, nous procéderons de la même manière que précédemment en appliquant le tirage aléatoire des bénéficiaires parmi les ménages pauvres dans cette dimension en 2018.

Enfin, dans le troisième scénario, nous combinons les deux précédents en considérant les améliorations en termes de privation présentées ci-dessus pour les indicateurs de santé et d'éducation considérés. L'approche de ciblage est similaire à celles mentionnées précédemment.

## 6. Résultats

Nous rapportons dans le tableau 4, les trois mesures H, A et M et leur intervalle de confiance simulé pour la situation de référence et pour les trois scénarios. Nous comparons également les résultats obtenus avec l'approche de ciblage par tirage aléatoire. Finalement, nous considérons la variable continue relative au score de richesse du ménage disponible dans la base de données et calculée à partir d'informations sur la possession par les ménages de biens de consommation durables, l'accès aux services de base et d'autres caractéristiques introduites dans une analyse factorielle (Smits and Steendijk, 2015).

Tableau 4. Pauvreté multidimensionnelle au Maroc – Situation en 2018 et résultats de simulations

		H			A			M			
		Inf	Valeur	Sup	Inf	Valeur	Sup	Inf	Valeur	Sup	
Ciblage par tirage aléatoire	Référence - Enquête	-	0,1930	-	-	0,4267	-	-	0,0824	-	
	Simulation 1	Valeur ponctuelle	0,1843	0,1859	0,1874	0,4221	0,4231	0,4241	0,0781	0,0786	0,0792
		Variation %	-	-3,71%	-	-	-0,86%	-	-	-4,53%	-
	Simulation 2	Valeur ponctuelle	0,1626	0,1649	0,1671	0,4068	0,4089	0,4110	0,0666	0,0674	0,0682
		Variation %	-	-14,57%	-	-	-4,19%	-	-	-18,14%	-
	Simulation 3	Valeur ponctuelle	0,1545	0,1572	0,1599	0,4027	0,4050	0,4072	0,0627	0,0637	0,0646
Variation %		-	-18,56%	-	-	-5,10%	-	-	-22,72%	-	

Source : Calculs des auteurs Abdelkhalek et Boccanfuso (2021).

Sous l'approche avec tirage aléatoire pour tous les indicateurs considérés dans les scénarios et pour construire les intervalles de confiance des différentes mesures de pauvreté multidimensionnelles d'intérêt, nous avons adopté une approche Monte Carlo avec 1 000 répliques. Le tableau 4 présente les résultats relatifs au ciblage par tirage aléatoire pour tous les indicateurs. La référence de comparaison est celle obtenue à partir des données de base de l'enquête.

Sans surprise, étant donné les politiques de protection sociales considérées, les trois

simulations ont un effet positif sur les mesures A, H et M et ce, quelle que soit l'approche choisie. De plus, les variations obtenues sous le ciblage aléatoire sont toutes statistiquement significatives puisque les intervalles de confiance obtenus après simulation ne couvrent pas les valeurs de référence. Il est important de rappeler qu'aucune corrélation entre les indicateurs n'est prise en considération. Si cette hypothèse est relâchée en considérant d'autres approches, nous pourrions obtenir des résultats différents du fait de l'amplification potentielle de la réduction des privations.<sup>21</sup>

21 Dans Abdelkhalek et Boccanfuso (2021), pour la compléter et dépasser l'arbitraire associé à la fixation de ce seuil, une analyse distributionnelle en termes de dominance stochastique en comparant la distribution des scores pour la situation de référence avec celles obtenues pour les trois simulations a été conduite. Par ailleurs, les courbes d'incidence relatives aux impacts des réformes simulées sont tracées pour rendre compte de l'incidence de la réforme de la protection sociale sur la distribution du vecteur des scores en comparant la situation de référence avec chacun des scénarios simulés.

## 4. Conclusion et recommandations pour les pays arabes

---

L'analyse de l'impact des politiques publiques de lutte contre la pauvreté considèrent souvent une mesure de pauvreté monétaire. Les méthodes utilisées, notamment microsimulées, sont devenues relativement standard. Dans ce rapport, comme proposé par Abdelkhalek et Boccanfuso (2021), nous abordons l'impact de la réforme du système de protection sociale au Maroc sur la pauvreté multidimensionnelle mesurée par l'IPM introduit par l'OPHI. Pour ce faire, nous nous appuyons sur une approche exclusive qui se distingue par le mécanisme de ciblage des individus bénéficiaires des réformes conduites. L'approche se base sur l'identification des bénéficiaires suite à une sélection aléatoire parmi les ménages (et donc les individus membres de ces ménages) privés sur chacun des indicateurs considérés. La méthode peut être utilisée quel que soit le nombre d'indicateurs impactés par les réformes à entreprendre.

Dans la partie empirique, nous identifions les croisements entre les contenus des systèmes de protection sociale, les dimensions et les indicateurs utilisés dans la construction de l'IPM. En nous appuyant sur les recommandations ayant émané des Assises nationales de la protection sociale au Maroc et qui sont actuellement en cours de déploiement, nous avons retenu trois indicateurs cibles ; deux relatifs à la santé et un lié à l'éducation. En complément à l'analyse ponctuelle usuelle, nous construisons des intervalles de confiance simulés (Monte Carlo et bootstrap) pour les mesures de pauvreté multidimensionnelle.

Dans notre application, nous utilisons les données de l'Enquête nationale sur la population et la santé familiale (ENPSF) de 2018 pour aborder et mesurer l'impact de réformes de la protection sociale sur la pauvreté multidimensionnelle au Maroc. Nous démontrons que l'approche proposée est pertinente dans ce contexte.

De plus, les variations obtenues par cumul de programmes sont plus grandes en valeur absolue que celles obtenues sur chacune des réformes prises individuellement. Un autre constat intéressant découle de l'examen des résultats relatifs à H, A et M. En effet, avec la mise en place des réformes de protection sociale, les privations selon les indicateurs ciblés peuvent baisser pour certains ménages (A est impacté) mais laisser l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle (H) inchangée. Toute cette approche peut être conduite selon le milieu de résidence, par région ou pour tout autre groupe d'intérêt. Soulignons enfin que tous les résultats obtenus grâce aux méthodes développées dans cet article sont basés sur l'hypothèse d'indépendance des effets sur les indicateurs (sous le principe de "toutes choses étant égales par ailleurs"). Cette hypothèse peut ne pas être toujours plausible puisque des corrélations entre les indicateurs pourraient exister. Dans ce cas, nos méthodes devraient être ajustées pour intégrer ces dernières afin de raffiner l'évaluation de l'impact de la réforme de la protection sociale qui serait *a priori* plus important.



# Annexe

## Dimensions et indicateurs de privation et leurs poids

	Indicator	Global MPI	Arab MPI	
			Acute poverty if	Poverty if
Education	Years of Schooling	No household member aged 10 years or older has completed five years of schooling. (1/6)	No household member has completed primary schooling <sup>a</sup> (1/6)	No household member has completed secondary schooling. (1/6)
	School Attendance	Any school-aged child is not attending school up to the age at which he/she would complete class 8. (1/6)	Any child of primary school age is not attending school. (1/6)	Any school-age child is not attending school or is 2 years or more behind the right school grade. (1/6)
Health	Child Mortality	Any child death reported by eligible mothers during the five-year period preceding the survey, irrespective of the age of the child. (1/6)	Any child less than 60 months has died in the family during the 5 years period preceding the survey. (1/9)	Same as for acute poverty (1/9)
	Child Nutrition	Any adult under 70 years of age, or any child for whom there is nutritional information is undernourished in terms of weight for age (1/6)	Any child (0-59 months) is stunted (height for age < -2) or any adult is undernourished (BMI < 18.5). (1/9)	Any child (0-59 months) is stunted (height for age < -2) or any child is wasted (weight for height < -2) or any adult is undernourished (BMI < 18.5). (1/9)
	FGM/Early Pregnancy	Not present in the Global MPI	A woman less than 28 years old got her first pregnancy before 18 years old and has undergone a female genital mutilation (FGM). (1/9)	A woman less than 28 years old got her first pregnancy before 18 years old or has undergone a female genital mutilation (FGM) (1/9)/
Living Conditions	Electricity	Household has no electricity (1/18)	Same as Global MPI (1/21)	Same as in Global MPI (1/21)
	Sanitation	Household's sanitation facility is not improved (according to MDG guidelines) or shared with other households (1/18)	Same as Global MPI (1/21)	Same as in Global MPI (1/21)

Indicator	Global MPI	Arab MPI	
		Acute poverty if	Poverty if
Water	Household has no access to improved drinking water (according to MDG guidelines) or safe drinking water is at least a 30-minute walk from home, roundtrip. (1/18)	Same as Global MPI. (1/21)	Household does not have piped water into dwelling or yard. (1/21)
Floor/Roof	The household has dirt, sand, dung or 'other' (unspecified) type of floor. (1/18)	Floor is earth, sand, dung or roof is not available or made of thatch, palm leaf or sod(1/21)	Floor is earth, sand, dung, rudimentary(woodplanks/bamboo/reeds/grass/canes), cement floor (not slab or tiles/asphalt strips) or roof is not available or made of thatch, palm leaf, sod, rustic mat, palm, bamboo, wood plank, cardboard. (1/21)
Cooking Fuel	The household cooks with dung, wood or charcoal. (1/18)	Household cooks with solid fuels: wood, charcoal, crop residues or dung or no food is cooked in the household. (1/21)	Household cooks with solid fuels: wood, charcoal, crop residues or dung or no food is cooked in the household or does not have a separate room for cooking. (1/21)
Overcrowding	Not present in the Global MPI	Household has 4 or more people per sleeping room. (1/21)	Household has 3 or more people per sleeping room. (1/21)
Assets	The household does not own more than one radio, TV, telephone, bicycle, motorbike or refrigerator and does not own a car or truck. (1/18)	Household has either no access to information or households with no access to easy mobility and livelihood assets. (1/21)	Household has less than two assets for accessing information, or households with less than two mobility and less than two livelihood assets. (1/21)

<sup>a</sup> According to UNESCO guidelines, the definition of primary schooling and secondary schooling is country-specific, as different countries have different durations of primary and secondary schooling. Therefore, our thresholds change according to the definitions of primary and secondary schooling of each country found on the UNESCO website.

**Note :** The figures within the brackets show the weights assigned to these indicators.

## Cadre de l'IPM de la CESA0 révisé – Original et Maroc

Household is considered multidimensionally poor if its total deprivation score >20%					
Pillar and weight assigned	Dimension	Indicator and weight within Dimension	Deprived if	Original Weight	Morocco 2011 and 2018
Social or capability well-being (weight=50%)	Health and Nutrition (weight =50/2 = 25%)	Child mortality (weight=1/3)	Any child in the household died before the age of 5 during the past 5 years.	25/3	25/3
		Child nutrition (weight=1/3)	Any child (0-59 months) is stunted (height for age < -2) or any child is underweight (weight for age < -2).	25/3	25/3
		Early pregnancy (weight=1/3)	Any women aged 15-24 in the household gave birth before the age of 18.	25/3	25/3
	Education (weight =25%)	School attendance (weight=1/3)	Any child in the household aged 6-18 is not attending school and has not completed secondary education.	25/3	2*25/3 = 50%/3
		Age schooling gap (weight=1/3)	Any child aged 8-18 is enrolled at two grades or more below the appropriate grade for their age.	25/3	0
		Educational attainment –18+ (weight=1/3)	All household members aged 19+ have not completed secondary education.	25/3	25/3
Living standards or material well-being (weight=50%)	Housing (weight = 50/3 = 16.67%)	Overcrowding (weight=1/2)	The household has three persons or more, aged 10+ years, per sleeping room.	16.67/2 = 25/3	25/3
		Type of dwelling (weight=1/2)	The housing situation fits at least one of the following conditions: (i) home is a place other than a stand-alone house or apartment; (ii) it has a non-	16.67/2 = 25/3	25/3

Household is considered multidimensionally poor if its total deprivation score >20%					
Pillar and weight assigned	Dimension	Indicator and weight within Dimension	Deprived if	Original Weight	Morocco 2011 and 2018
			permanent floor; or (iii) it has a non-permanent roof <sup>a</sup>		
	Access to services (weight =16.67%)	Improved drinking water (weight=1/3)	The household does not have any of the following sources: piped water into a dwelling, piped water into a yard, or bottled water.	16.67/3 = 50/9	50/9
		Improved sanitation (weight=1/3)	The household does not have access to improved sanitation <sup>b</sup> or it is improved but shared with other households.	16.67/3 = 50/9	50/9
		Electricity (weight=1/3)	The household does not have access to electricity.	16.67/3 = 50/9	50/9
	Assets (weight =16.67%)	Communication assets (weight=1/3)	The household has no phone (mobile or landline), television or computer.	16.67/3 = 50/9	50/9
		Mobility assets (weight=1/3)	The household has no car/truck, motorbike or bicycle.	16.67/3 = 50/9	50/9
		Livelihood assets (weight=1/3)	Given that the availability of electricity, the household has no fridge, washer, any type of heaters, or any type of air conditioning/cooler.	16.67/3 = 50/9	50/9

#### Définitions de la protection sociale<sup>22</sup>

- The **Asian Development Bank** (ADB 2009) defines “social protection [as] [...] policies and programs designed to reduce poverty and vulnerability by promoting efficient labor markets, diminishing people's exposure to risks, enhancing their capacity to protect themselves against hazards and interruption/loss of income.” ADB names five main areas in social protection: labor market, social insurance, social assistance, micro- and area-based schemes and child protection.
- The **U.K. Department for International Development** (UK DFID 2005, p.6) defines social protection broadly as “[...] a sub-set of public actions carried out by the state or privately that address risk, vulnerability and chronic poverty.” For operational reasons, UK DFID (2005) sub-

22 Ces définitions sont tirées de Zhang et al. (2010), du site [https://socialprotection.org/learn/glossary/what-is-social-protection?title=&items\\_per\\_page=10](https://socialprotection.org/learn/glossary/what-is-social-protection?title=&items_per_page=10) et des pages des organisations elles-mêmes.



divides social protection into three key components: social insurance, social assistance and setting and enforcing minimum standards.

- **The International Labour Organization** (OIT, 2017) defines social protection as follows: "Social protection, or social security, is a human right and is defined as the set of policies and programmes designed to reduce and prevent poverty and vulnerability throughout the life cycle. Social protection includes benefits for children and families, maternity, unemployment, employment injury, sickness, old age, disability, survivors, as well as health protection.

Social protection systems address all these policy areas by a mix of contributory schemes (social insurance) and non-contributory tax-financed benefits, including social assistance."

- The **International Monetary Fund** (IMF, 2019) defines social protection as follows: "Social protection is defined to comprise social insurance and social assistance programs. Social insurance aims at protecting households from shocks that can adversely impact their incomes and welfare and is typically financed by contributions or payroll taxes. Social assistance aims at protecting households from poverty and is financed by general government revenue."
- The **World Bank** (2012) states that "Social protection and labor systems, policies, and programs help individuals and societies manage risk and volatility and protect them from poverty and destitution - through instruments that improve resilience, equity, and opportunity."
- The **Organisation for Economic Co-operation and Development** (OECD, 2021) writes that "Social protection is a measure of the extent to which countries assume responsibility for supporting the standard of living of disadvantaged or vulnerable groups. Benefits may be targeted at low-income households, the elderly, disabled, sick, unemployed, or young persons. Social spending comprises cash benefits, direct in-kind provision of goods and services, and tax breaks with social purposes. To be considered "social", programmes have to involve either redistribution of resources across households or compulsory participation".
- A report by the **United Nations** (UN ECOSOC 2000, p.4) provides the following definition of social protection: "There are substantial differences among societies in terms of how they approach and define social protection. Differing traditions, cultures and organisational and political structures affect definitions of social protection, as well as the choice about how members of society should receive that protection. In the context of this report social protection is broadly understood as a set of public and private policies and programmes undertaken by societies in response to various contingencies to offset the absence or substantial reduction of income from work; to provide assistance for families with children as well as provide people with health care and housing. This definition is not exhaustive; it basically serves as a starting point of the analysis in this report as well as a means to facilitate this analysis."

Autres définitions tirées de : [https://socialprotection.org/learn/glossary/what-is-social-protection?title=&items\\_per\\_page=10](https://socialprotection.org/learn/glossary/what-is-social-protection?title=&items_per_page=10).

- "(...) (S)ocial protection would be composed of a set of actions financed by the State that would:
  1. Support individuals and families in dealing with vulnerabilities along their lifecycle.

2. Help especially the poor and vulnerable groups to have resilience to respond to crisis and shocks, including social-environmental risks.
3. Favor social inclusion and support families, particularly the most vulnerable to poverty, in building up (and keeping) their human and social capital through smoothing of income and consumption and ensuring their access to basic goods and services.
4. Stimulate productive inclusion through the development of capabilities, skills, rights and opportunities for the poor, marginalized and excluded groups, as well as low income workers from the formal sector in order to guarantee that everyone benefits from the economic growth process and gets engaged in it."

**Source:** Lal, R. et al. 2012. "Global South innovations in social protection". *The Perspective of the World Review*, Vol. 4, No. 2. Brasília: Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (IPEA).

- "(A) set of policies and programmes aimed at preventing or protecting all people against poverty, vulnerability and social exclusion throughout their life-course, with a particular emphasis towards vulnerable groups."

**Source:** UNICEF. 2019. "Global Social Protection Programme Framework". New York: United Nations Children's Fund. <<https://socialprotection.org/discover/publications/unicefs-global-social-protection-programme-framework>>. Accessed 18 June 2020.

- "Social protection comprises a set of policies and programmes that addresses economic, environmental and social vulnerabilities to food insecurity and poverty by protecting and promoting livelihoods."

**Source:** FAO. 2017. "Social Protection Framework: Promoting rural development for all". Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations. <<https://socialprotection.org/discover/publications/fao-social-protection-framework-promoting-rural-development-all>>. Accessed 18 June 2020.

- "(A) set of nationally owned policies and instruments that provide income support and facilitate access to goods and services by all households and individuals at least at minimally accepted levels, to protect them from deprivation and social exclusion, particularly during periods of insufficient income, incapacity or inability to work."

**Source:** UNDP. 2016. "Leaving No One Behind: A Social protection Primer for Practitioners". New York: United Nations Development Programme. <<https://socialprotection.org/discover/publications/leaving-no-one-behind-social-protection-primer-practitioners>>. Accessed 18 June 2020.

- "Social protection consists of policies and programmes designed to protect people from shocks and stresses throughout their lives. It can include safety nets, social insurance schemes, labour market regulations or facilitated access to essential services. Usually they target poor, marginalized or vulnerable groups. Social protection is government-owned, and components vary from country to country."

**Source:** WFP. 2017. "Two Minutes on Social Protection: Working with national social protection systems to end hunger globally". n.p.: World Food Programme. <[https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp277442.pdf?\\_ga=2.82500497.681773780.1592505793-2117718756.1590495840](https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp277442.pdf?_ga=2.82500497.681773780.1592505793-2117718756.1590495840)>. Accessed 18 June 2020.

- "Social protection may be broadly defined (...) as policies and actions that: enhance the capacity of all people, but notably poor and vulnerable groups, to escape from poverty, or avoid falling

into poverty, and better manage risks and shocks and aim at providing a higher level of social security through income security and access to essential services (in particular, health and education) throughout active and inactive periods and periods of need throughout the life-cycle."

**Source:** European Commission. n.d. "Communication from the Commission to the European parliament, the Council, The European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions." EUR-Lex Website. <<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52012DC0446>>. Accessed 18 June 2020.

- "Social protection may be broadly defined (...) as policies and actions that: enhance the capacity of all people, but notably poor and vulnerable groups, to escape from poverty, or avoid falling into poverty, and better manage risks and shocks and aim at providing a higher level of social security through income security and access to essential services (in particular, health and education) throughout active and inactive periods and periods of need throughout the life-cycle."

**Source:** European Commission. n.d. "Communication from the Commission to the European parliament, the Council, The European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions." EUR-Lex Website. <<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52012DC0446>>. Accessed 18 June 2020.

- "Social protection refers to programs that address risk, vulnerability, inequality and poverty through a system of transfers to people in cash or in kind. The transfers can be funded by contributions from recipients (social insurance) or by government (social assistance). (...). Social protection is widely accepted as having three core functions: 1) protection of the poor from the worst impacts of poverty, 2) prevention against income shocks and drops in well-being, 3) promotion of opportunities and livelihoods."

**Source:** DFAT. 2015. "Strategy for Australia's aid investments in social protection". Barton: Department of Foreign Affairs and Trade os Australia. <<https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/strategy-for-australias-investments-in-social-protection.pdf>>. Accessed 18 June 2020.

- "Germany's development cooperation program for social protection focus on three areas:
  1. Social assistance to reduce or prevent poverty and eradicate hunger.
  2. Social health protection to prevent impoverishment and foster health.
  3. Insurance schemes to improve preparedness and cope with new challenges such as extreme weather events caused by climate change."

**Source:** BMZ. 2017. "Social protection for Equitable Development". BMZ Paper, No. 9. Bonn: German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development. <[https://www.bmz.de/en/publications/type\\_of\\_publication/strategies/Strategiepapier420\\_09\\_2017.pdf](https://www.bmz.de/en/publications/type_of_publication/strategies/Strategiepapier420_09_2017.pdf)>. Accessed 18 June 2020.

- "Social protection is a set of policies and programmes aimed at preventing and protecting all people against poverty, vulnerability and social exclusion, throughout their life cycle placing a particular emphasis on vulnerable groups. This means ensuring adequate protection for all who need it, including children; people of working age in case of maternity, sickness, work injury or for those without jobs; persons with disability and older persons. This protection can be provided through social insurance, tax-funded social benefits, social assistance services, public works programs and other schemes guaranteeing basic income security and access to essential services."

**Source:** SPIAC-B. n.d. "Collaboration for Policy Coherence and Development Impact". New York: Social Protection Inter-Agency Cooperation Board. <<https://www.socialprotection.org/discover/publications/collaborating-policy-coherence-and-development-impact>>. Accessed 18 June 2020.

- "Within the context of ISPA, social protection refers to the set of policies and programs aimed at preventing or protecting all people against poverty, vulnerability, and social exclusion throughout their lifecycles, with a particular emphasis towards vulnerable groups. Social protection can be provided in cash or in-kind, through non-contributory schemes, providing universal, categorical, or poverty-targeted benefits such as social assistance, contributory schemes with social insurance being the most common form, and by building human capital, productive assets, and access to jobs."

**Source:** ISPA. n.d. "CODI – Core Diagnostic Instrument". n.p.: Inter-Agency Social Protection Assessments. <<https://socialprotection.org/discover/publications/core-diagnostic-instrument-codi>>. Accessed 18 June 2020.

- "Social protection has been defined globally as all public and private initiatives that provide income or consumption transfers to the poor, protect the vulnerable against livelihood risks and enhance the social status and rights of the marginalised. In the context of a strong focus on delivering to the poorest and most vulnerable people Irish Aid defines social protection instruments as 'non-contributory systems and programmes, including public works and employment guarantee schemes, of regular and predictable social transfers, both in cash and in kind to poor and vulnerable individuals and households'."

**Source:** Irish Aid. 2017. "Social Protection Strategy". Dublin: Irish Aid - Department of Foreign Affairs and Trade. <<https://www.irishaid.ie/media/irishaid/allwebsitemedia/20newsandpublications/publicationpdfsenglish/s-2947/IA-Social-Protection-Strategy-2017.pdf>>. Accessed 18 June 2020.

- "(...) set of policies and programs that promote social inclusion - focusing on early childhood development, capacity-building for young people, and care for dependent persons—along with redistributive policies and programs supporting minimum levels of consumption."

**Source:** IADB. 2017. "Social Protection and Poverty Sector Framework Document". Washington: Inter-American Development Bank. <<http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-1728116555-3462>>. Accessed 18 June 2020.

### Définitions de filets de sécurité et assistance sociale<sup>23</sup>

- The **Asian Development Bank** defines "social assistance as programs designed to assist the most vulnerable individuals, households, and communities meet a subsistence floor and improve living standards" (Howell 2001).
- The **U.K. Department for International Development** defines social assistance as "non-contributory transfers to those deemed eligible by society on the basis of their vulnerability or poverty." Examples include social transfers and initiatives such as fee waivers for education and health, and school meals (UK DFID 2005).
- **The International Labour Organization** defines social assistance as "tax-financed benefits to those with low incomes" (ILO 2000).
- The **International Monetary Fund** defines safety nets as "instruments aimed at mitigating possible adverse effects of reform measures on the poor" (Chu and Gupta 1998).

---

23 Ces définitions sont tirées de Zhang et al. (2010).

- The **Organisation for Economic Co-operation and Development** defines social assistance as “support targeted to households that are clustered within the lower segment of the income distribution and provided to prevent extreme hardship among those with no other resources, reduce social exclusion, minimize disincentives to paid employment, and promote self-sufficiency” (Adema 2006).
- The **Food and Agriculture Organization** defines social safety nets as “cash or in-kind transfer programs that seek to reduce poverty by redistributing wealth and/or protect households against income shocks. Social safety nets seek to ensure a minimum level of well-being, a minimum level of nutrition, or help households manage risk” (FAO 2003).



# Bibliographie

---

- Abdelkhalek, T. & Boccanfuso, D., (2021) : Impact de programmes de protection sociale sur la pauvreté multidimensionnelle : Nouvelles approches et application au cas du Maroc, Cahier de recherche de l'AIRESS – FGSES # 21-09 (Disponible sur la page : <https://aires.fgses-um6p.ma/photos/publication/981e213bdf24f004ad1e04066f35c1ec.pdf>).
- ADB (Asian Development Bank). 2009. "Social Protection: Reducing Risks, Increasing Opportunities." Manila. [<https://www.adb.org/documents/social-protection-strategy>].
- Alkire, S., & Foster, J. (2011). Understandings and misunderstandings of multidimensional poverty measurement. *The Journal of Economic Inequality*, 9(2), 289–314.
- Alkire, S., Roche, J. M., Ballon, P., Foster, J., Santos, M. E., & Seth, S. (2015). *Multidimensional poverty measurement and analysis*. Oxford University Press, USA.
- Alkire, S., & Santos, M. E. (2010). Acute multidimensional poverty: A new index for developing countries. *United Nations development programme human development report office background paper* (2010/11).
- Alkire, S., & Santos, M. E. (2013). A multidimensional approach: Poverty measurement & beyond. *Social indicators research*, 112(2), 239–257.
- Alkire, S., Santos, M. E., Seth, S., & Yalonetzky, G. (2010). Is the multidimensional poverty index robust to different weights?
- Angulo, R., Díaz, Y., & Pardo, R. (2016). The Colombian multidimensional poverty index: Measuring poverty in a public policy context. *Social Indicators Research*, 127(1), 1–38.
- Azevedo, V., & Robles, M. (2013). Multidimensional targeting: Identifying beneficiaries of conditional cash transfer programs. *Social Indicators Research*, 112(2), 447–475.
- Bakhshinyan, E., Molinas, L., and Alderman, H. (2019). Assessing poverty alleviation through social protection: School meals and family benefits in a middle-income country. *Global Food Security*, 23 :205\_211.
- Bilo, C. et Machado A. C. (2017). Child-sensitive non-contributory social protection programmes in the MENA region, Dans *Social protection after the Arab Spring*, Policy in Focus, International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG) Volume 14, Issue No. 3.
- Boccanfuso D., Cousineau, J.-M. et Fonseca R. (2017). Le revenu minimum garanti : une utopie? Une inspiration pour le Québec, Volume 2 - Le soutien du revenu et le marché du travail (PDF, 4,6 Mo).
- Borga, L., et al. (2020). *Social protection and multidimensional poverty: Lessons from ethiopia, india and peru* (Tech. Rep.).
- DFID, 2005, 'Social Transfers and Chronic Poverty: Emerging Evidence and the Challenge Ahead', Practice Paper, UK Department for International Development (DFID), London. <https://gsdrc.org/document-library/social-transfers-and-chronic-poverty-emerging-evidence-and-the-challenge-ahead/>.
- Dotter, C., & Klasen, S. (2017). *The multidimensional poverty index: achievements, conceptual and empirical issues* (Tech. Rep.). Courant Research Centre: Poverty, Equity and Growth-Discussion Papers.
- ESCWA (2017). Arab Multidimensional Poverty Report, E/ESCWA/EDID/2017/2. Disponible sur [https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/publications/files/multidimensional-arab-poverty-report-english\\_0.pdf](https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/publications/files/multidimensional-arab-poverty-report-english_0.pdf).
- ESCWA (2021). Targeted social protection in Arab countries before and during the Covid-19 crisis. United Nations publication. Disponible sur <https://www.unescwa.org/sites/default/files/pubs/pdf/targeted-social-protection-arab-countries-covid-19-english.pdf>.
- ESCWA (2022). Applying Multidimensional Poverty Indexes in the Design, Implementation and Evaluation of Social Protection Strategies. United Nations publication (forthcoming).
- Guerreiro Osario R. et F. Veras Soares, (2017). Non-contributory social protection in the MENA region: an overview, Dans *Social protection after the Arab Spring*, Policy in Focus, International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG) Volume 14, Issue No. 3.
- Gourieroux, C., Monfort, A., Renault, E., and Trognon, A. (1987). Generalised residuals. *Journal of econometrics*, 34(1-2) : 5\_32.

- Holzmann, R., & Jørgensen, S. (2001). Social risk management: A new conceptual framework for social protection, and beyond. *International Tax and Public Finance*, 8(4), 529-556.
- IMF. 2019. "A Strategy for IMF Engagement on Social Spending". Washington: International Monetary Fund.  
<https://www.imf.org/en/Publications/Policy-Papers/Issues/2019/06/10/A-Strategy-for-IMF-Engagement-on-Social-Spending-46975>.
- ISSA (2020) Social Security Programs Throughout the World: The Americas 2019 disponible sur  
<https://www1.issa.int/sites/default/files/documents/2020-05/ssptw19americas.pdf>.
- ISSA (2019) Social Security Programs Throughout the World: Africa 2019 disponible sur  
<https://www.ssa.gov/policy/docs/progdsc/ssptw/2018-2019/africa/ssptw19africa.pdf>.
- Fiszbein, A., Kanbur, R., and Yemtsov, R. (2014). Social protection and poverty reduction : global patterns and some targets. *World Development*, 61 :167\_177.
- Foster, J., Greer, J., and Thorbecke, E. (1984). A class of decomposable poverty measures. *Econometrica : journal of the econometric society*, pages 761\_766.
- Maigne, G. (2016), Assistance, assurance et protection sociale ; Paroles d'expert. Disponible sur <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/262514-assistance-assurance-et-protection-sociale>.
- Maître, B., Privalko, I., Watson, D., et al. (2020). Social transfers and deprivation in Ireland: A study of cash and non-cash payments tied to housing, childcare, and primary health care services. *Economic and Social Research Institute (ESRI) Research Series*.
- Nauk, G.(2017). Social protection in MENA today: The quest for redistribution, Dans *Social protection after the Arab Spring*, Policy in Focus, International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG) Volume 14, Issue No. 3.
- OECD (2021). [https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/social-protection/indicator-group/english\\_3ddf51bf-en](https://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/social-protection/indicator-group/english_3ddf51bf-en).
- OIT. 2017. "World Social Protection Report 2017-19: Universal social protection to achieve the Sustainable Development Goals". Geneva: International Labour Organization. Voir [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_604882.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_604882.pdf).
- Satumba, T., Bayat, A., and Mohamed, S. (2017). The impact of social grants on poverty reduction in south africa. *Journal of Economics*, 8(1) :33\_49.
- Seth, S., Tutor, M. V., et al. (2019). Evaluation of Anti-poverty Programs' Impact on Joint Disadvantages: Insights from the Philippine Experience. Oxford Poverty & Human Development Initiative.
- Smits, J., Steendijk, R. (2015). The international wealth index (iwi). *Social Indicators Research*, 122(1) P: 65\_85.
- UN ECOSOC (United Nations Economic and Social Council). 2000. "Enhancing Social Protection and Reducing Vulnerability in a Globalizing World: Report of the Secretary-General." New York. <https://digitallibrary.un.org/record/431527?ln=fr>.
- WB. 2012. "Resilience, Equity, and Opportunity: The World Bank's Social Protection and Labor Strategy 2012-2022". Washington: The World Bank.  
<https://socialprotection.org/discover/publications/resilience-equity-and-opportunity-world-bank%E2%80%99s-social-protection-and-labor>.
- Zhang, Y., Thelen, N., & Rao, A. (2010). Social protection in fiscal stimulus packages: Some evidence. *UNDP, New York. For more information, please contact: The United Nations Children's Fund (UNICEF)*, 3.





L'analyse de l'impact des politiques publiques de lutte contre la pauvreté considère habituellement une mesure de pauvreté monétaire. Peu de travaux se sont intéressés à ce type d'analyse sous l'angle multidimensionnel. Dans ce rapport, nous abordons l'impact de la réforme du système de protection sociale au Maroc sur la pauvreté multidimensionnelle mesurée par l'IPM introduit par l'OPHI. Pour ce faire, nous proposons une approche basée sur un mécanisme aléatoire de ciblage des individus bénéficiaires des réformes conduites. Nous commençons par identifier les croisements entre les contenus des systèmes de protection sociale, les dimensions et les indicateurs utilisés dans la construction de l'IPM. En faisant référence aux recommandations ayant émané des Assises nationales de la protection sociale au Maroc, nous avons retenu trois indicateurs relatifs à la santé et à l'éducation. En utilisant les données de l'Enquête nationale sur la population et la santé familiale (ENPSF) de 2018, nous mesurons l'impact de réformes de la protection sociale sur les mesures de la pauvreté multidimensionnelle au Maroc. Nos résultats montrent que suite à la mise en place des réformes de protection sociale, l'intensité des privations selon les indicateurs ciblés peut baisser pour certains ménages mais l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle peut rester inchangée. En complément à l'analyse ponctuelle usuelle, nous avons également construit des intervalles de confiance simulés (Monte Carlo et bootstrap) pour ces mesures. Nous démontrons ainsi que l'approche proposée, facile à utiliser et à implanter, est pertinente dans ce contexte.

